

CHARLES TAYLOR ET GÉRARD BOUCHARD DEUX PENSEURS QUI N'ONT PAS PEUR DE L'ACTION

AGNÈS GRUDA NOUS LES PRÉSENTE **PLUS PAGES 2 ET 3**



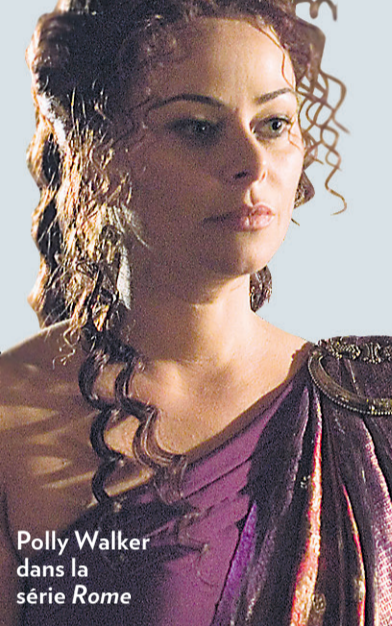
cyberpresse.ca

LA PRESSE

L'OPIUM DU PEUPLE AFGHAN

ENTRE DEUX RÉCOLTES DE PAVOT, LES AFGHANS SE RABATTENT SUR LA CULTURE DE LA MARIJUANA, PLUS RENTABLE QUE LE BLÉ, ONT CONSTATÉ NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX HUGO MEUNIER ET MARTIN TREMBLAY. **PLUS PAGES 4 ET 5**

MARTIN TREMBLAY/LA PRESSE



Polly Walker dans la série Rome

EN DVD
LES MEILLEURES SÉRIES AMÉRICAINES
EXPRESSO PAGE 3

LE BLOC A-T-IL ENCORE UNE RAISON D'ÊTRE?
UNE ANALYSE DE JOËL-DENIS BELLAVANCE **PAGE A8**

EN PRÉVISION DU DISCOURS DU TRÔNE DU 16 OCTOBRE

Le bras de fer entre Harper et l'opposition est engagé

MARIO GIRARD

Tombera, tombera pas? Le gouvernement de Stephen Harper a très peu de chances de voir son prochain discours du Trône entériné par les trois principaux partis d'opposition. Ceux-ci ont

dressé la liste de leurs demandes et semblent déterminés à priver les conservateurs d'un vote de confiance.

Le Bloc québécois, le NPD et le Parti libéral exigent qu'un certain nombre de choses soient inscrites dans le discours du Trône du 16

octobre prochain. Le retrait des troupes canadiennes et le respect du protocole de Kyoto en font partie.

Des trois chefs d'opposition, Gilles Duceppe est le plus vorace avec les cinq conditions «non négociables» qu'il pose à l'accep-

tation du discours du Trône. Il semble déterminé à aller jusqu'au bout, même si cela entraîne des élections générales. Le discours qu'il a prononcé hier matin à Rimouski était sans équivoque.

➤ Voir **HARPER** en page **A8**

L'éternel dissident
RIMA ELKOURI EN TÊTE-À-TÊTE AVEC JULIUS H. GREY

PLUS/LECTURES
PAGE 7



LA GRILLE BLANCHE
PLUS/LECTURES
PAGE 12

Canadien Un bon match malgré la défaite



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Cristobal Huet a eu beau bloquer 17 lancers sur 19, le Canadien a quand même baissé pavillon 2-1 contre les Sénateurs d'Ottawa, hier, au Centre Bell. Kyle Chipchura a été l'unique marqueur du Tricolore, alors que Jason Spezza, avec un but et une passe, a dirigé l'attaque des Sénateurs. Sean Donovan a inscrit le but de la victoire pour les visiteurs. Il s'agissait d'un troisième revers en cinq rencontres préparatoires pour la troupe de Guy Carbonneau. **SPORTS PAGES 1 ET 3.**

CANCER UN VACCIN QUI DÉFIE LES TABOUS
PAGES A2 ET A3



RAPPROCHEMENT LES MOSQUÉES OUVRENT LEURS PORTES
PAGE A6

Canon

Festival des **COULEURS**



40D

- 10,1 mégapixels
- Visée directe par l'écran
- 6,5 images par seconde

Incluant un - objectif 17-85 mm

1 699⁹⁹\$

CA 1901B011 l'ensemble

Boîtier seulement **1 359⁹⁹\$** CA 1901B005

Carte Cadeau Lozeau
Offrez-lui le plaisir de choisir...

10,1 MP

PRIME 75\$ en cartes rabais (1)



POWERSHOT A570is

249⁹⁹\$
CA 1773B005

- 7,1 mégapixels
- Zoom optique de 4x
- Stabilisateur d'image optique
- Système de détection du visage

PRIME 60\$ en cartes rabais (1)



FLASH 430EX

329⁹⁹\$
CA 0298B002

- Nombre Guide 141, en pieds (100 ISO, Télé)
- Information sur la balance des blancs
- Tête zoom automatique
- Tête orientable



HV-20

1 289⁹⁹\$
CA 0298B001

- Caméra vidéo HDV
- Capteur CMOS haute définition 1920x1080
- Stabilisateur d'image optique Super-Range
- Mise au point automatique instantanée

PRIME 70\$ en cartes rabais (1)



L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal (Québec) | www.lozeau.com

80^e anniversaire

Accord D Desjardins METRO BEAUBIEN

Valide jusqu'au 28 septembre 2007

(1) Comprend: 10\$ de rabais sur un cadre/album, 20\$ de rabais sur un plan de protection, 20\$ de rabais sur les impressions photo, 25\$ de rabais sur un atelier photo (valeur de 75\$)
(2) Comprend: 10\$ de rabais sur un cadre/album, 10\$ de rabais sur un plan de protection, 15\$ de rabais sur les impressions photo, 25\$ de rabais sur un atelier photo (valeur de 70\$)

PRÉVENTION DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS



En Ontario, le vaccin contre le virus du papillome humain est administré gratuitement aux filles de 12 ans, à l'école. Alyssa McIntyre, de Brampton, grimace en recevant ce vaccin censé réduire le risque de

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 8	Monde	A14
Astrologie du jour	ACTUEL 8	Personnalité	ACTUEL 10
Décès	ACTUEL 9	Petites annonces	ACTUEL 7
Forum	A17 à A19	Poker	SPORTS 7
Grille blanche	PLUS 12	Sudoku	AFFAIRES 2
Horaire télévision	ARTS ET SPECTACLES 4		
Loteries	A16 et SPORTS 7		

Météo

Ensoleillé, maximum 21, minimum 12. SPORTS 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

ROLEX

OYSTER PERPETUAL DATEJUST
OR JAUNE



Disponible chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651

Sans danger, le

LOUISE LEDUC

L'innocuité du nouveau vaccin Gardasil, qui préviendrait 70 % des cancers du col de l'utérus selon la Food and Drug Administration américaine, a-t-elle été vérifiée par des études indépendantes?

C'est la compagnie pharmaceutique qui finance les études sur ce vaccin. Mais pourrait-il en être autrement?

Comment être sûr qu'il est sans danger, contrairement à certains médicaments que l'on a dû retirer du marché après les avoir largement prescrits?

« On oublie trop facilement que, dans les sciences, il est impossible d'évacuer tout doute »,

dit David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique au Canada.

« Le vaccin contre la rougeole peut provoquer des encéphalites et même des décès, mais on préconise quand même une vaccination universelle », observe le D^r Claude

Fortin, obstétricien-gynécologue au Centre hospitalier de LaSalle.

Difficile de trafiquer les données

Denis Cournoyer, directeur du Bureau d'éthique de la recherche du Centre universitaire de santé McGill, explique que, pour ce

vaccin comme pour la presque totalité des nouveaux médicaments, les études sont financées par la compagnie pharmaceutique. « Pourrait-il vraiment en être autrement? Serait-il approprié de faire porter sur l'État le poids du financement d'un médicament »

dont les profits de commercialisation, note-t-il, iront ensuite à son fabricant?

De toute manière, il serait suicidaire pour une pharmaceutique – étant donné, notamment, le risque de poursuites – de trafiquer des données ou de cacher des effets secondaires graves.

Le vrai problème se pose ensuite, en fait. « Dans la phase de développement d'un produit, il se fait un suivi à la loupe. Mais ensuite, quand le médicament est distribué largement

Sept questions sur la

Q Comment le cancer du col de l'utérus se manifeste-t-il?

R L'un des plus importants facteurs de risque de cancer du col de l'utérus serait l'infection par le virus du papillome humain (VPH), qui se transmet par contact sexuel.

Q Dans quelle mesure le vaccin peut-il prévenir le cancer du col de l'utérus?

R Il existe plus d'une centaine de variétés de virus du papillome humain. Les études réalisées jusqu'ici portent à croire que le vaccin Gardasil, commercialisé par Merck Frosst, est efficace contre quatre types précis de VPH qui seraient res-

ponsables de 70 % des cancers du col de l'utérus. Le D^r Denis Cournoyer, hémato-oncologue et directeur du Bureau d'éthique de la recherche du Centre universitaire de santé McGill, souligne cependant que, sur le terrain, loin des vases clos des laboratoires et de leurs sujets triés sur le volet, les taux de succès sont toujours un peu moindres.

Q Pourquoi vacciner des jeunes filles qui ne sont pas encore actives sexuellement?

R L'idéal est de vacciner avant l'exposition au virus, donc avant la première relation sexuelle. Certains proposent actuellement une vaccination

dès l'âge de 9 ans, d'autres la privilégient à 12 ans.

Q À terme, ce vaccin sonnera-t-il la fin des tests Pap?

R Non, insiste Claude Fortin, obstétricien-gynécologue au Centre hospitalier de LaSalle. Même les jeunes filles qui recevront un vaccin devront obligatoirement continuer ces tests puisqu'un tiers des VPH échappe à la protection du vaccin.

Q Y a-t-il des dangers au vaccin?

R Depuis que le vaccin a été approuvé, trois décès ont

PRÉVENTION DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

UN VACCIN QUI DÉFIE LES TABOUS



Le gouvernement Charest doit annoncer dans quelques semaines s'il propose ou pas, dans les écoles, un programme de vaccination contre le virus du papillome humain, comme c'est le cas en Ontario en cette rentrée scolaire. Parce que le vaccin coûte cher à l'État, parce que le cancer du col de l'utérus est en nette régression et parce qu'il suppose, pour les parents, d'envisager la vie sexuelle future de celles qui sont encore des fillettes, le débat est vif au Canada anglais.



LOUISE LEDUC

Les fillettes du Québec, aussi tôt qu'à 9 ou 10 ans, devraient-elles toutes se faire vacciner contre le virus du papillome humain, contracté essentiellement par contact sexuel?

«Nos fillettes ne sont pas des cobayes», titrait en une le magazine *Maclean's* à la fin du mois dernier.

«Mettre en jeu la santé de millions de femmes canadiennes en suscitant des peurs injustifiées (...) est à mon avis irresponsable», répliquait du tac au tac la pharmacienne Merck Frosst dans un communiqué.

David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique au Canada, dit pour sa part qu'il n'est pas seulement question ici «des 400 000 Canadiennes qui meurent chaque année d'un cancer du col de l'utérus, mais aussi des 1600 qui reçoivent un tel diagnostic, des 400 000 personnes qui reçoivent un résultat anormal

à leur test Pap, des 36 000 nouveaux cas de verrues génitales» que le vaccin peut prévenir.

Le vaccin n'éradiquera pas le cancer du col de l'utérus. Merck Frosst et la Food and Drug Administration américaine espèrent en fait une protection contre quatre types de virus du papillome humain qui seraient à l'origine de 70 % des cancer du col de l'utérus.

Dans un texte signé en août avec trois confrères dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*, Abby Lippman, professeure au département d'épidémiologie de l'Université McGill, a soulevé quelques questions qui l'ont placée au cœur de la controverse. «Il n'y a pas d'épidémie de cancer du col au Canada qui justifie que l'on croie avoir besoin de toute urgence d'un programme de vaccination», peut-on y lire. (Selon la Société canadienne du cancer, les cancers du col de l'utérus ont chuté de moitié au cours des 30 dernières années.)

Lippman et compagnie soulignent ensuite que «l'efficacité du vaccin dans le monde réel» n'est pas claire, pas plus qu'on ne sait pendant combien d'années il offre

une protection. Faudra-t-il des rappels? À quelle fréquence? Et que penser du fait que les essais cliniques du vaccin Gardasil et de son concurrent éventuel, Cervarix, ont été financés «en totalité ou en partie par le fabricant»?

«Je ne suis pas contre le sexe, je ne suis pas contre les vaccins; tout ce que je dis, c'est que ça va peut-être un peu vite!» lance M^{me} Lippman en entrevue.

Précipité ou pas?

À ceux qui soupçonnent Ottawa d'agir de façon précipitée, David Butler-Jones demande en quoi il serait utile d'attendre. Faut-il vraiment «laisser passer 10 ans, comme on l'a fait avant de mettre enfin en place des programmes de vaccination contre l'hépatite B?»

Le vaccin a été approuvé l'an dernier. En mars, Ottawa a alloué

Les sceptiques se demandent si la mise en place d'un programme de vaccination est précipitée.

une enveloppe de 300 millions aux provinces qui décideraient de mettre en place un programme de vaccination. En Ontario, cet automne, le vaccin est offert gratuitement aux filles de 12 ans, à l'école. À Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard, le vaccin sera offert cet automne aux écolières de 10 ans. En Grande-Bretagne, en France et en Belgique, le vaccin est remboursé par l'État.

Cela étant dit, le D^r Butler-Jones ne s'étonne pas que le débat soit houleux. C'est souvent le cas, dit-il, quand il s'agit de vaccins.

Le fait que le vaccin soit recommandé à des fillettes – chose que certains ont interprétée comme un encouragement à la promiscuité sexuelle – a peut-être contribué à heurter certains esprits, suggère-t-on. «L'idée, c'est de vacciner le plus grand nombre de filles avant le premier contact sexuel. Le plus tôt, c'est le mieux», dit le D^r Butler-Jones.

Vrai, on n'est pas en présence d'une épidémie, convient-il. Mais pourquoi faudrait-il avoir le réflexe de traiter plutôt que de prévenir? «Si on lui donnait le choix, je ne connais pas une seule femme qui opérerait pour une chimiothérapie au lieu d'un vaccin.»

Bien qu'on l'ait accusée de faire un tel calcul, Abby Lippman ne croit pas que la décision de vacciner ou pas doive être prise à l'aune des ressources limitées de l'État. «Cela ne doit pas empêcher une seule jeune fille ou femme de recevoir un vaccin approuvé par les dirigeants de la santé.»

Seulement, avant de consacrer, à terme, peut-être deux milliards de dollars à la vaccination d'une population de jeunes filles «pour la plupart bien protégées par leur propre système immunitaire, par des pratiques sexuelles sécuritaires et par les programmes de dépistage existants», M^{me} Lippman attend des autorités publiques qu'elles fassent «une recherche factuelle solide».

Gardasil?

dans la population, c'est comme si l'on se disait: "Advienne que pourra.»

Selon le Dr Cournoyer, c'est ce service après vente qui a été déficient dans le cas du Vioxx, cet anti-inflammatoire mis en marché par Merck Frosst et retiré après de nombreux décès. «Ce qu'il faudrait, c'est que chaque médecin ait accès facilement à un site internet de Santé Canada et signale vraiment les effets secondaires observés.»

Appel à la vigilance

En ce qui a trait aux deux décès et aux 13 cas de Guillain-Barré signalés chez des personnes ayant reçu le vaccin Gardasil, le D^r Cournoyer note que le lien de cause à effet est faible, mais que les autorités publiques doivent

faire preuve de vigilance et chercher à tout prix à savoir s'il y a d'autres cas semblables.

«Pour ce vaccin comme pour tout médicament ou vaccin, il s'agit de voir si les avantages l'emportent sur les risques», résume le D^r Claude Fortin. Dans le cas de ce vaccin, étant donné la réduction notable des cas de cancer que l'on espère, je pense que oui.»

Enfin, le D^r David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique au Canada, rappelle que, étant donné que les vaccins visent à prévenir une maladie chez une personne en santé plutôt que de traiter un sujet déjà malade, les compagnies pharmaceutiques et les autorités médicales sont d'autant plus prudentes.

vaccination

été signalés parmi les personnes ayant reçu Gardasil et 13 cas de syndromes de Guillain-Barré (une maladie caractérisée par un affaiblissement rapide et progressif des muscles) ont été recensés. Les cas de syndrome de Guillain-Barré sont en cours d'étude au Center for Disease Control, l'agence américaine de surveillance en matière de santé. Merck Frosst croit que, étant donné que cinq millions de doses ont été distribuées, certains décès surviennent nécessairement par coïncidence après la vaccination, sans que le Gardasil soit en cause.

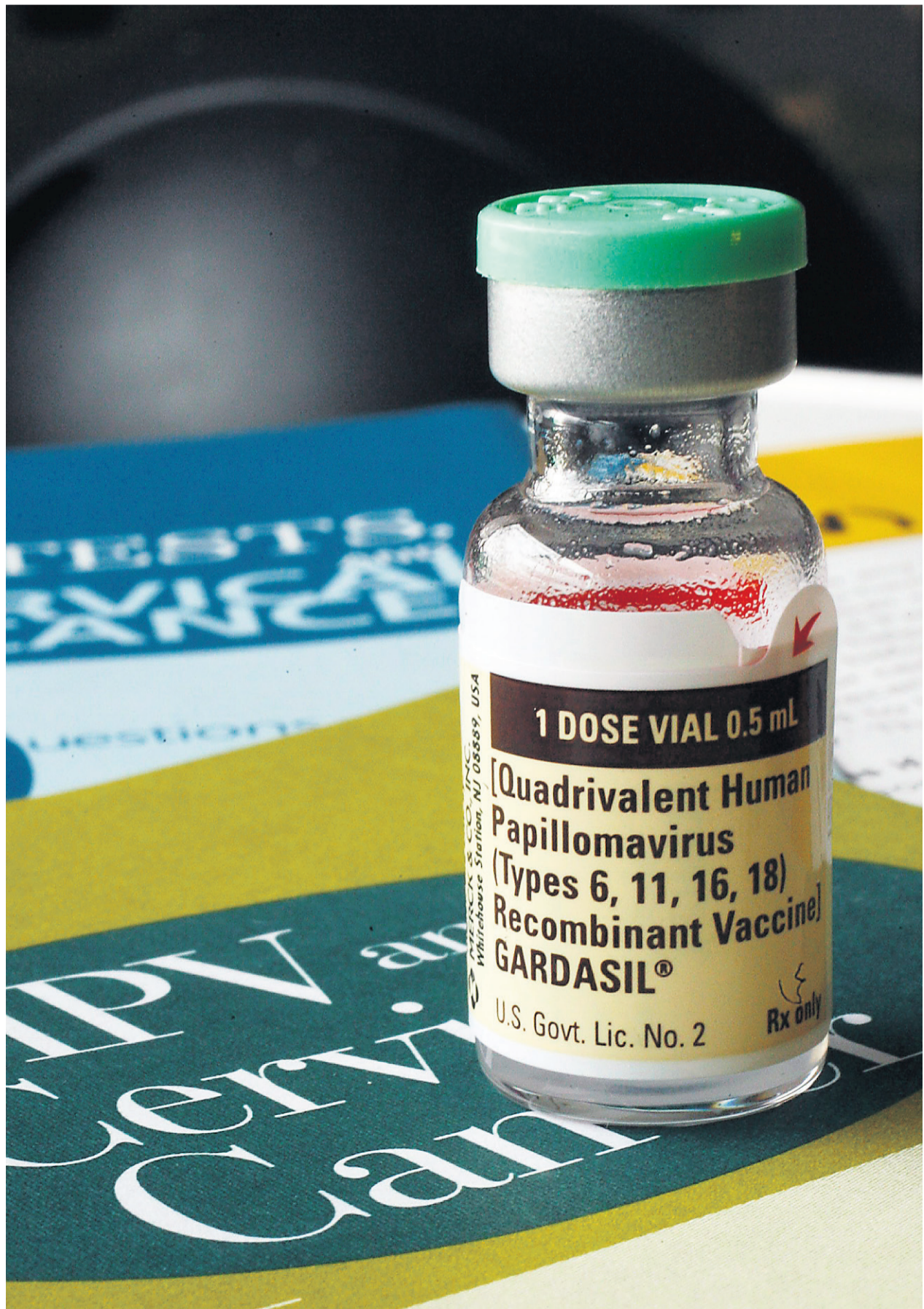
Q Croit-on que le vaccin, administré en trois doses, offrira une protection à vie?

R Les études cliniques réalisées jusqu'ici portent à croire à une efficacité sur cinq ans. Les autorités canadiennes ne savent pas, à l'heure actuelle, si la vaccination devra être refaite ni à quelle fréquence.

Q Si Québec décide de lancer une campagne de vaccination, le vaccin sera-t-il obligatoire?

R Non. Et si, à l'inverse, Québec décide de ne pas procéder à une vaccination universelle, il est toujours possible de se faire vacciner par ses propres moyens. Le vaccin se présente sous trois doses, avec une facture totale de près de 600\$.

Louise Leduc



Le Gardasil, mis au point par la pharmacie Merck Frosst, est réputé efficace contre quatre types de virus du papillome humain qui seraient responsables de 70 % des cancers du col de l'utérus.

PHOTO HARRY CABLUCK, ASSOCIATED PRESS

ACTUALITÉS

L'Arctic Sunrise est à Montréal



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

L'Arctic Sunrise, le bateau emblématique de Greenpeace, a jeté l'ancre dans le Vieux-Port de Montréal. Amarré au quai Jacques-Cartier (numéro 16) jusqu'au mercredi 26 septembre, il accueille ce week-end les visiteurs qui voudraient en savoir plus sur les énergies propres et la protection de la forêt boréale du Québec et de l'Ontario. Rappelons que ce brise-glace a récemment fait parler de lui après que trois militants de Greenpeace eurent monté à bord d'un minéralier qui transportait du charbon sur le lac Érié. C'est également grâce à l'Arctic que des grimpeurs de Greenpeace ont pu se suspendre aux amarres du MV Jaeger Arrow, un navire marchand qui transportait une cargaison de pâte à papier à destination de l'Allemagne. Ce geste avait pour but de sensibiliser la population au sort de la forêt boréale.

Le Canada devra réduire sa production de HCFC

CATHERINE HANDFIELD

Près de 200 pays devront bientôt être attentifs aux réfrigérateurs et climatiseurs de leurs citoyens. Le nouvel amendement au protocole de Montréal prévoit que les signataires réduisent leur production et leur consommation de HCFC (hydrochlorofluorocarbones) sous peu.

Les derniers détails de la déclaration finale de la Conférence internationale sur la couche d'ozone ont été rendus publics hier matin. Les 191 pays réunis depuis lundi à Montréal ont mis la dernière main à l'entente à 11h, vendredi soir.

Comme mentionné hier, les signataires se sont engagés à abandonner l'utilisation des HCFC – un puissant gaz à effet de serre que l'on trouve surtout dans les appareils de réfrigération et de climatisation – 10 ans plus tôt que ce que prévoyait le protocole de Montréal de 1987.

Mais ceux-ci ne pourront pas attendre les nouvelles dates d'abandon de 2020 pour les pays industrialisés et de 2030 pour les pays en développement. Les premiers devront réduire de 75 % leur consommation de ce gaz bon marché dès 2010, tandis que les seconds devront avoir diminué la leur de 10 % en 2015. Et tous devront geler leur production actuelle en 2013.

« Sans ce nouvel accord, nous aurions probablement doublé la production mondiale de HCFC d'ici 2015 », a dit hier Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement. Rappelons que le nouvel amendement permettra de colmater plus rapidement la couche d'ozone et de réduire de 3,5 % les émissions de gaz à effet de serre de la planète.

« Le Canada joue et est prêt à jouer un rôle de leadership dans la protection de l'environnement », a déclaré pour sa part le ministre fédéral de l'Environnement, John Baird. « Nous espérons que les accords conclus cette semaine à Montréal serviront d'exemple pour les rencontres sur les changements climatiques qui auront lieu à New York, Washington et Bali dans les prochains mois. »

Agenda climatique chargé

L'agenda climatique du gouvernement conservateur sera chargé cet automne. Demain, Stephen Harper sera à New York avec quelque 150 autres gouvernements pour répondre à l'invitation du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

La rencontre – la première au sommet portant exclusivement sur le réchauffement planétaire – vise à obtenir un engagement politique pour la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, qui se tiendra à Bali du 3 au 14 décembre. Des négociations sur un nouvel accord international devraient commencer.

Mais entre-temps, John Baird ira à Washington jeudi et vendredi prochain pour participer à la conférence internationale sur les changements climatiques organisée par les États-Unis. Il sera question d'un tout nouveau traité international qui pourrait faire concurrence à celui de Kyoto.

Rappelons que le gouvernement conservateur a rejeté l'atteinte des objectifs du protocole de Kyoto dans les délais prescrits par le traité international, en avril dernier. Les partis de l'opposition n'ont pas manqué de rappeler ce fait, hier.

« L'amendement au protocole de Montréal est une bonne nouvelle qui ne doit pas nous faire oublier le fait que les conservateurs de Stephen Harper ont omis d'une manière éhontée de respecter nos obligations internationales aux termes du protocole de Kyoto », a déclaré le nouveau député néo-démocrate Thomas Mulcair.

« Ce serait faux de croire que parce que la conférence de Montréal a été un succès, celles qui suivront à Washington, New York et Bali le seront aussi », a dit le porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement, Bernard Bigras.

Faites germer vos projets

Fondation
Hydro-Québec
pour l'environnement

La Fondation Hydro-Québec pour l'environnement finance des projets de protection et de mise en valeur de milieux naturels

Parc de la rivière Doncaster – projet de Plein Air Sainte-Adèle
Restauration du sous-bois, des berges et amélioration de l'infrastructure d'accueil

hydroquebec.com/fondation-environnement

JOURNÉE PORTES OUVERTES DU PATRIMOINE

50 demeures patrimoniales à découvrir

Dimanche 23 septembre 2007, de 13 h à 16 h

Renseignements : www.ville.montreal.qc.ca/patrimoineLA PRESSE
cyberpresse.caChambre
immobilière
du Grand Montréal
logentfaiblebonheur.com

Montréal

RENDEZ-VOUS SUR LES ALGUES BLEUES

Des écologistes frustrés

MARIO GIRARD

Des groupes écologistes ont exprimé leur frustration de ne pas avoir été invités au Rendez-vous stratégique sur les algues bleues, organisé par le ministère de l'Environnement du Québec. La ministre Line Beauchamp se prive selon eux d'une expertise importante et fait un choix « dirigé ».

À la rencontre de concertation que tiendra le ministère de l'Environnement mardi prochain à Sainte-Adèle, il y aura des experts et des représentants du gouvernement, mais peu de groupes écologistes. Ceux-ci sont déçus de ne pouvoir présenter leur mémoire et partager leur expérience.

« C'est important que des groupes comme le nôtre soient invités », dit Christian Simard, directeur général de Nature Québec. Ce n'est pas normal que la ministre n'ait pas fait de liste ouverte. Nous avons téléphoné à son bureau et on nous a dit qu'il fallait que la liste s'arrête quelque part. »

« Je trouve que c'est de très mauvais augure, ajoute André Bélisle, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique. C'est clair qu'on veut avoir le contrôle sur le message. »

Pour ces organismes, la situation des plans d'eau du Québec touchés par les algues bleues est devenue urgente. Ils déplorent la lenteur avec laquelle les choses avancent. « On est rendu à une étape où certains lacs sont inutilisables, dit Martine Ouellet, d'Eau Secours. Il faut agir maintenant. On perd du temps. »

Parmi les mesures que proposent ces organismes, il y a une réglementation plus stricte et plus uniforme à l'égard des bandes riveraines, un plus grand contrôle des fosses septiques, un meilleur raccordement aux réseaux d'égouts, la limitation des bateaux à moteur et l'interdiction du phosphate dans les détergents.

« Actuellement, le gouvernement veut gérer le problème des algues bleues et non pas le régler », dit Christian Simard.

« Ce qui est important, c'est qu'on doit travailler tout le monde ensemble, dit Martine Ouellet. Il faut cesser de morceler le problème. »

PORTS MÉTHANIERS

Des manifestants disent « non »

CATHERINE HANDFIELD

L'exercice semblait ardu, mais les marcheurs étaient décidés. Des centaines de manifestants environnementalistes ont défilé à reculons dans les rues de Montréal hier pour demander au gouvernement du Québec d'imposer un moratoire sur toute implantation de terminaux méthaniers.

« Nous marchons ainsi pour illustrer qu'on n'avance pas vers les objectifs de Kyoto, mais qu'on recule », a dit Daniel Breton, le porte-parole de QuébecKyoto.

L'organisme – l'ancienne coalition Québec-Vert-Kyoto – organisait le défilé dans le sens inverse du trajet emprunté lors de la marche d'appui au protocole de Kyoto, le 22 avril dernier. Du parc Jeanne-Mance, les manifestants se sont dirigés vers le parc Laurier, où a lieu le troisième Festival écolo de Montréal jusqu'à demain.

Ils sont tous venus pour dénoncer deux projets de ports méthaniers actuellement sur la table, le projet Rabaska et celui d'Énergie Cacouna. Le premier, piloté par Gaz Métro, Enbridge et Gaz de France, verrait le jour à Lévis, dans la région de Québec. Le second, mis de l'avant par TransCanada Pipelines et Petro-Canada, doit être construit à Gros-Cacouna, dans le Bas-du-Fleuve.



Les manifestants demandent un moratoire sur tout nouveau port méthanier.

« On ne dit pas non aux ports méthaniers, a expliqué Daniel Breton. Mais on veut que le gouvernement provincial arrive avec une stratégie énergétique cohérente en imposant des plafonds d'émission de gaz à effet de serre aux

entreprises, ce qui fera en sorte qu'on atteindra les objectifs du protocole de Kyoto. »

Un port méthanier est une infrastructure industrielle destinée à accueillir des bateaux qui transportent du gaz naturel liquéfié. Des installations per-

mettent de transférer le combustible pour ensuite le gazéifier, un procédé connu pour émettre des gaz à effet de serre.

Le projet d'Énergie Cacouna a déjà reçu l'aval du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, mais Rabaska est toujours en attente d'un avis gouvernemental. Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement l'a appuyé, mais la Commission de protection du territoire agricole a récemment refusé d'autoriser le dézonage des terres à vocation agricole réclamé par Lévis.

« Si on fait juste se fier au marché et à la bonne parole des promoteurs, on est dans la merde », a résumé M. Breton.

Plusieurs organismes et politiciens ont participé à la manifestation, escortés par des agents du SPVM à cheval, à bicyclette et en voiture électrique.

On a notamment vu le nouveau député néo-démocrate Thomas Mulcair, le porte-parole de Québec solidaire Amir Khadir, et Bernard Bigras, du Bloc québécois. Le chef régional du Québec pour l'Assemblée des Premières Nations, Ghislain Picard, est aussi venu faire une courte allocution.

« On est en train de se faire passer un sapin une branche à la fois », a dit la présidente d'Équiterre, Laure Waridel.

Visitez **MATELAS BONHEUR** pour plus de détails!

Célébrations de l'anniversaire du président!

Jusqu'à **300\$** de rabais!*

Célébrez aujourd'hui les bienfaits d'un sommeil de qualité!

Votre lit devrait soulager la douleur et non l'empirer
 Votre lit devrait vous permettre d'éliminer le stress.
 Votre lit devrait être un havre de repos et de confort.

Meilleure qualité de sommeil, meilleure qualité de vie.



Visitez **MATELAS BONHEUR** pour vous renseigner sur nos offres spéciales!

*À l'achat de tout matelas suédois Tempur-PedicMC, matelas et sommier assorti ou matelas et base réglable. Les produits actuels peuvent différer légèrement des produits annoncés. Offre en vigueur jusqu'au 30 septembre 2007. © Copyright 2007. Tempur-Pedic et TEMPUR sont des marques déposées de Tempur-Pedic inc.

TEMPUR-PEDIC
 MATELAS ET OREILLERS
 SUÉDOIS ALLÉGEANT LA PRESSION

www.tempurpedic.ca • 1 800 887-4321

* Tous les prix incluent les deux taxes payables et l'équivalent de la TPS et de la TVQ en rabais. Sur les modèles sélectionnés. Quantités limitées. Voir les détails en magasin. Photos à titre indicatif seulement.

• Service personnalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Installation gratuite • Nous ramassons votre vieux matelas

15 MAGASINS

- AHUNTSIC 1448 rue Fleury E.
- BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle
- BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
- CHÂTEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste
- LACHENAIE 1313 Montée Masson
- LASALLE 1734 boul. Dollard
- LAVAL 1860 boul. le Corbusier
- MONTRÉAL 5164 avenue du Parc
- N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.
- OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.
- REPENTIGNY 85 boul. Brien (à côté du Pacini)
- ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé
- ST-JÉRÔME 30 rue Bélanger
- ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.
- VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles

Matelas BONHEUR

www.matelasbonheur.ca **1 877 BONHEUR**

TOUS LES MATELAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT • MATELAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES

ACTUEL
 LA NOUVELLE SOCIÉTÉ
 Tous les jours dans LA PRESSE

LIQUIDATION DE VÊTEMENTS POUR HOMMES

MODE DE CONCEPTEURS EUROPÉENS SUPÉRIEURS
 • STEFANO RICCI • RAVAZZOLO
 • JAGUAR • SAN REMO
 • REPORTER

Dernière chance d'acheter des vêtements pour hommes haut de gamme : costumes, vestons sport, smokings, chemises et accessoires.

Rabais jusqu'à **80%** du prix courant
 Ouvert de lundi au vendredi de 10 h à 18 h
 Samedi de 10 h à 17 h
 Dimanche de 10 h à 17 h
Encanteurs Omega
 491, Lebeau, bureau 100, Saint-Laurent
 (au sud de Côte-Vertu, 1 rue à l'ouest de l'autoroute 15) Tél. : 514-938-0755

Les mosquées ouvrent leurs portes

CATHERINE HANDFIELD

Alors que la moitié des églises québécoises sont menacées de disparaître d'ici 20 ans, le nombre de mosquées a doublé depuis 10 ans à Montréal. La communauté musulmane de la métropole a ouvert les portes de ses lieux de culte hier pour offrir une incursion dans ce qui fait maintenant partie du paysage québécois.

« Nous voulons montrer qui nous sommes, parce que les gens ont souvent une mauvaise perception des musulmans et de l'islam », a expliqué Sufyan Omar, l'imam de la mosquée Assunnah Annabawyah, rue Hutchison, dans Parc-Extension.

Cette mosquée, comme 12 autres de la région métropolitaine, ouvre ses portes aux curieux ce week-end. L'exercice a cours depuis 2002 à l'initiative du Conseil musulman de Montréal.

La mosquée de Parc-Extension est l'une des plus grandes de Montréal. Ancienne salle de réception de deux étages achetée en 1993, elle accueille une soixantaine de fidèles par jour. Ce nombre triple pendant le jeûne du ramadan et peut atteindre 1500 les vendredis du jeûne.

Les deux salles de prière sont austères. Les murs sont blancs, et un tapis au sol permet de s'agenouiller. Des lignes parallèles incitent les fidèles à s'aligner parfaitement vers La Mecque.

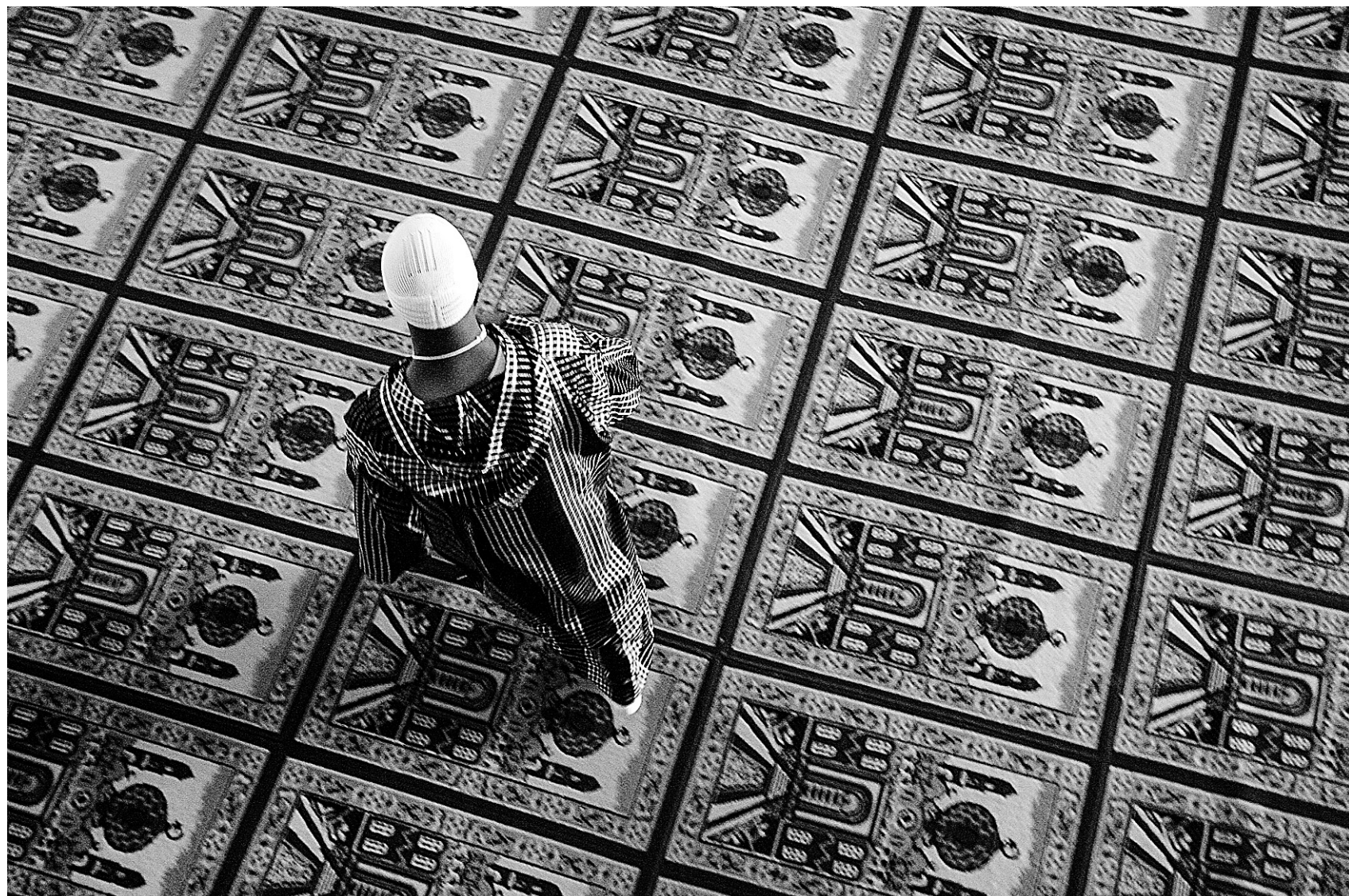
L'endroit, d'une propreté impeccable, ne montre aucun symbole religieux. Il s'agit de ne pas déranger les fidèles « par des choses qui pourraient attirer l'attention », a expliqué Ali ben Fakha, guide de la visite et bibliothécaire à la mosquée.

Les femmes doivent se couvrir la tête pour prier. Elles sont aussi invitées à se tenir à l'arrière de la mosquée, ou encore complètement en retrait, de l'autre côté d'un panneau. « Être à côté de l'autre sexe pourrait déconcentrer autant les hommes que les femmes », explique M. ben Fakha.

La Presse n'a croisé aucun autre visiteur, mais le Conseil s'attendait à recevoir 2000 non-musulmans hier et aujourd'hui dans les 13 mosquées ouvertes.

Un désir de s'intégrer

Dans la foulée des audiences de la commission Taylor-Bouchard sur les accommodements



Un fidèle foule un tapis dont les motifs pointent vers La Mecque, à la mosquée Assunnah Annabawyah, dans le quartier Parc-Extension.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

raisonnables, le président du Conseil musulman de Montréal, Salam Elmenyawy, croit en l'importance de cette activité. « On

Le Conseil musulman espère ainsi corriger la perception qu'ont plusieurs de l'islam.

souffre de la généralisation que font les médias à notre sujet », a dit l'imam.

L'homme barbu, fortement médiatisé dans la presse anglophone, ne manque pas de critiquer la couverture que font les

médias francophones des accommodements raisonnables et de l'islam en général. « Nous faisons cet effort pour nous intégrer, mais les efforts doivent se faire des deux côtés, a poursuivi M. Elmenyawy, qui ne s'exprime qu'en anglais. Plus les gens connaîtront l'islam, meilleure sera leur perception. »

Najat Boughaba, porte-parole du Congrès islamique canadien, partage cette opinion. « Une journée portes ouvertes est une manière d'approcher nos concitoyens pour créer des rapports », a-t-elle dit. D'ici la fin du ramadan, le Congrès prévoit d'ailleurs inviter les non-musulmans à une demi-journée de jeûne et à un repas en soirée.

LA PRIÈRE CHEZ LES MUSULMANS

La prière, ou salât, est l'un des cinq piliers de l'islam. Selon le Coran, les musulmans doivent faire cinq prières par jour, agenouillés en direction de La Mecque. Ils peuvent prier n'importe où, mais les hommes doivent se rendre à la mosquée le vendredi. Les lieux de culte sont généralement plus fréquentés pendant le ramadan, mois de jeûne qui a lieu cette année du 13 septembre au 11 octobre. La fin du ramadan est marquée par l'Aïd el-Fitr, l'une des grandes fêtes de la religion musulmane, à l'occasion de laquelle les mosquées montréalaises s'attendent à recevoir 40 000 fidèles.

— Catherine Handfield

Selon le Conseil des musulmans de Montréal, il y a environ 70 mosquées à Montréal, deux fois plus qu'il y a 10 ans. Les lieux de prière risquent d'être de plus en plus nombreux puisque la population musulmane

connaîtra une augmentation de 150 % d'ici 10 ans, selon les prévisions de l'Association d'études canadiennes. Il y avait 96 200 musulmans à Montréal en 2001; ce nombre devrait atteindre 227 400 en 2017.

Échauffourée sur les lieux d'une future mosquée à Amsterdam

ASSOCIATED PRESS

AMSTERDAM, Pays-Bas — Trois personnes ont été blessées et six autres interpellées hier à Amsterdam à la suite d'un affrontement entre manifestants

au sujet du déménagement d'un monument de guerre préalable à la construction d'une mosquée, a-t-on appris auprès de la police et de la municipalité.

Les incidents ont éclaté lorsque des membres du groupe

d'extrême droite NVB ont commencé à manifester contre l'enlèvement du monument l'an dernier. Une contre-manifestation a été organisée par des militants de gauche qui ont distribué des tracts accusant le NVB de se servir de cela

comme d'une « excuse pour propager la xénophobie et la haine ».

La police a annoncé l'arrestation de six personnes après être intervenue pour disperser les deux camps. Trois personnes ont été blessées.

Les incidents se sont produits à l'endroit où devrait se dresser la plus grande mosquée d'Amsterdam, qui fait l'objet d'une vive polémique, des habitants du secteur souhaitant bloquer la construction de l'édifice.

NOUVEAUTÉ



telequebec.tv

AUJOURD'HUI 17 H

CURIEUX BÉGIN

MANGER EN SOLO À LA MAISON OU AU RESTO

INVITÉE : SOPHIE CADIEUX



Hâtez-vous!

CETTE PROMOTION SE TERMINE AUJOURD'HUI!

BRAULT & MARTINEAU 10 grands magasins
braultetmartineau.com

On s'occupe de vous

Concours
Vacances Surprises!

Courez la chance de **gagner***

l'un des **100 VOYAGES**

à Samaná en République Dominicaine
au Royal Golden au Gran Bahia Principe
El Portillo. Formule tout inclus.

UNE VALEUR EN PRIX DE
169 800 \$

*Aucun achat requis. Un voyage pour deux personnes par gagnant, totalisant 50 gagnants. Le voyage aura lieu du 12 novembre au 19 novembre 2007. Règlements et détails en magasin.



Laveuse à chargement frontal de 3,5 pi³

10 programmes, cuve en acier inoxydable, 10 cycles de lavage, option de taches tenaces, options de rinçage/essorage supplémentaires, voyant de verrouillage de la porte

Sécheuse de 5,8 pi³

7 programmes, séchage par culbutage, voyants de l'état des cycles, signal de fin de cycle, 4 niveaux de séchage, lampe de tambour, porte réversible

Livraison, ramassage et service gratuits

Piédestal . . . 3,78\$/mois ou 189\$ ch.

23⁹⁸\$ /mois **OU**
1199 \$ La paire



Nous avons l'environnement à coeur!

Boîte de 2,27 kg de détergent Country Save

24⁹⁵\$



Whirlpool
acier INOXYDABLE

Amana

Laveuse de 3,2 pi³

9 programmes, 4 choix de température, 4 niveaux d'eau, 3 vitesses

Sécheuse de 7,0 pi³

7 programmes, 4 choix de température, capteur d'humidité, signal sonore de fin de cycle

Livraison, ramassage et service gratuits

15⁷⁸\$ /mois **OU** **789 \$** La paire



<p>13⁹⁸\$ /mois OU 699 \$</p> <p>Réfrigérateur de 17,6 pi³</p> <p>Tablettes ajustables en verre, bacs à fruits et à légumes à humidité contrôlée, bac à viande, réglage de la température à l'avant</p> <p>Livraison, ramassage et service gratuits</p>	<p>17³⁸\$ /mois OU 869 \$</p> <p>Cuisinière de 30 po avec four autonettoyant</p> <p>Commandes électroniques à effeulement EZ-Touch^{MC}, commandes de four verrouillables, surface de cuisson vitrifiée CleanTop[®]</p> <p>Livraison, ramassage et service gratuits</p>	<p>10⁹⁸\$ /mois OU 549 \$</p> <p>Lave-vaisselle encastrable de très grande capacité</p> <p>5 programmes, système de lavage à 5 niveaux, broyeur d'aliments durs, insonorisation Quiet Wash^{MC}</p> <p>Livraison et service gratuits</p>
--	--	--

En vedette cette semaine

Gibson
Congélateur coffre de 7,2 pi³
Panier, serrure, drain
Livraison et service gratuits

5⁹⁸\$ /mois **OU**
299 \$

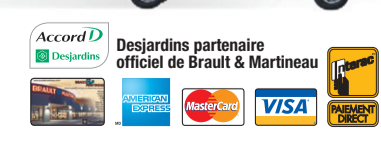
50 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT[†] JUSQU'EN NOVEMBRE 2011
SUR LES MEUBLES, MATELAS, ACCESSOIRES DE DÉCORATION, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES SÉLECTIONNÉS^{††}
AUCUN ACHAT MINIMUM REQUIS

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h

Livraison gratuite* 7 jours sur 7 *Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Prix en vigueur du lundi 17 septembre au dimanche 23 septembre 2007. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Détails en magasin.
[†]Termes et conditions de la vente : ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 50 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.
^{††}Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

EN ROUTE VERS LE DISCOURS DU TRÔNE

LE BLOC A-T-IL ENCORE

APRÈS 18 MOIS DE RÉGIME CONSERVATEUR, LES CHOSES VONT DE MAL EN PIS POUR LE BLOC QUÉBÉCOIS. ET LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARTIELLES DE LUNDI DERNIER SEMBLENT LE DÉMONTRER: DE TOUTES LES FORMATIONS POLITIQUES, LE BLOC A ÉTÉ LE PRINCIPAL PERDANT DE CETTE SOIRÉE ÉLECTORALE.



DU BUREAU D'OTTAWA

JOËL-DENIS BELLAVANCE

ANALYSE

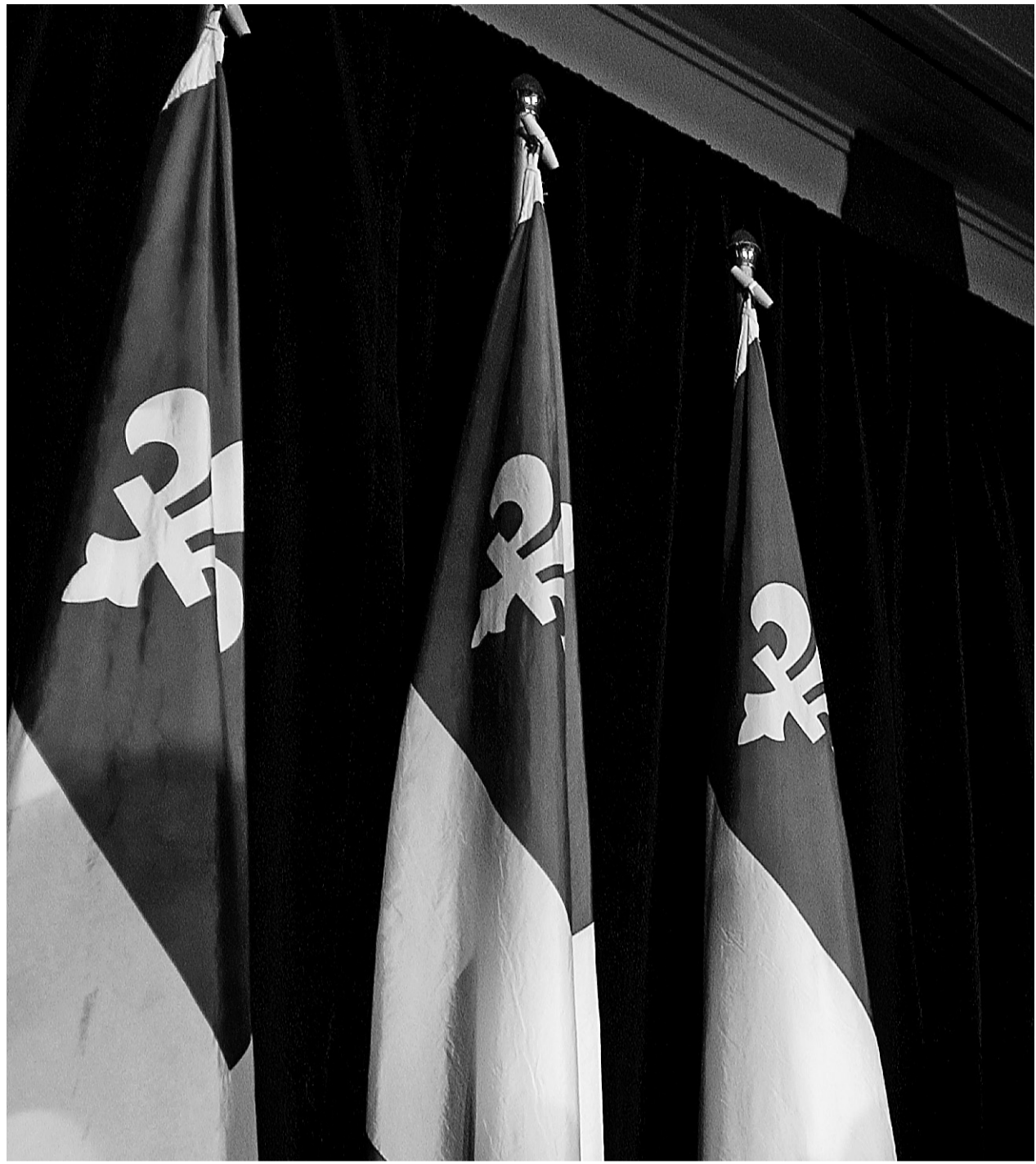
Le Bloc québécois a-t-il encore une raison d'être à Ottawa? Cette formation fondée il y a 17 ans doit-elle revoir sa mission? Les troupes de Gilles Duceppe devraient-elles tout simplement rentrer dans leurs terres?

Les journalistes, surtout anglophones, ont souvent posé ces questions aux députés du Bloc. Après chaque campagne électorale depuis le référendum de 1995, Gilles Duceppe a dû répéter les mêmes réponses: le Bloc est à Ottawa pour défendre les intérêts du Québec et il y demeurera jusqu'au prochain référendum, ou tant que les électeurs québécois n'en décideront pas autrement.

Aux élections générales de juin 2004, en plein scandale des commandites, M. Duceppe a clos le bec à ceux qui osaient mettre en doute la pertinence de la présence du Bloc à Ottawa: son parti a remporté 54 des 75 circonscriptions du Québec, un résultat identique à celui de 1993.

Mais les choses se sont gâtées pour le Bloc aux élections de janvier 2006: contre toute attente, le Parti conservateur de Stephen Harper a mis la main sur 10 sièges au Québec, principalement dans la région de Québec et en grande majorité aux dépens des bloquistes. Secoués par ces résultats défavorables, les dirigeants du Bloc se sont longuement penchés sur ce qu'ils ont appelé «le mystère de Québec».

Après 18 mois de régime conservateur, les choses vont de mal en pis pour le Bloc québécois. Et les résultats des élections partielles de lundi dernier démontrent que les journalistes ne sont plus les seuls à



Gilles Duceppe a du souci à se faire. Les choses vont de mal en pis pour le Bloc québécois. Plus que jamais, son parti

s'interroger sur la pertinence de cette formation souverainiste à Ottawa. Des électeurs longtemps acquis à l'option souverainiste se posent les mêmes questions.

De toutes les formations politiques, le Bloc a été le principal perdant de cette soirée électorale. Dans Roberval-Lac-Saint-Jean, un bastion souverainiste, le candi-

dat conservateur Denis Lebel n'a fait qu'une bouchée de son adversaire du Bloc, Céline Houde.

Dans Saint-Hyacinthe-Bagot, il s'en est fallu de peu que le

Le bras de fer entre Harper et

HARPER

suite de la page A1

«On ne joue pas les matadors, a-t-il dit. On va se tenir debout de façon ferme, claire, fière et rigoureuse à Ottawa. On attend le discours du Trône. Préparez-vous, car on sera en élections».

Les cinq demandes du Bloc québécois, qui sont très peu susceptibles d'emporter l'assentiment des conservateurs, visent également l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser et un engagement concret dans l'aide

aux travailleurs touchés par la crise forestière.

À la plus grande joie des ténors du Bloc, qui souhaitent voir leur chef adopter une position plus ferme à l'égard du gouvernement conservateur, Gilles Duceppe a formulé ces conditions tout en déclarant que son parti était prêt à ce qu'il y ait des élections dès cet automne.

«Nous avons des candidats dans bon nombre de circonscriptions et la plate-forme est très avancée», a-t-il dit avant de préciser: «Le timing, en poli-

tique, ça se fait, ça ne s'attend pas.»

Le NPD

Au NPD, on procède avec la même intransigeance. Fort du siège remporté lundi dernier dans Outremont, le parti de Jack Layton impose trois conditions: réduction de l'écart entre les riches et les pauvres, retrait des troupes canadiennes en Afghanistan et respect du protocole de Kyoto.

«On a toujours voté contre les budgets du gouvernement

Harper, ce sera la même chose ici, a dit le nouveau député néo-démocrate Thomas Mulcair. Nous, on ne fait pas de menaces. Le gouvernement Harper sait ce qu'il doit faire pour que le NPD vote pour le discours du Trône.»

Selon certains observateurs, qui prévoient déjà un rejet catégorique du discours par le Bloc et le NPD, le sort du gouvernement reposera peut-être entre les mains du Parti libéral. Le député libéral Denis Coderre croit pour sa part que les libéraux imite-

ront sans doute les autres partis d'opposition, mais cela dans la plus totale indépendance.

«On est un gouvernement en attente, on n'est pas là pour réagir aux intentions de Gilles Duceppe. C'est sûr qu'on va regarder le discours d'un oeil intéressé, mais on ne sera pas à la remorque d'une décision éventuelle et potentielle de M. Layton ou de M. Duceppe. On ne va pas voter pour éviter des élections. Ça ne marche pas de même. On a des principes, on a des idées et, si ça ne nous



COLLÈGE FRANÇAIS

Le collège privé québécois d'influence française

INSTITUTION PRIVÉE MIXTE

Préscolaire • Primaire • Secondaire • Transport



Chaque élève est unique. C'est notre philosophie.

Dimanche
23
septembre
2007

de 13 h 00 à 16 h 00

Venez nous voir,
on vous attend!

Journée Portes ouvertes

SECONDAIRE 1 RIVE-SUD

EXAMENS D'ADMISSION

29 septembre 2007
de 9 h 00 à 12 h 00
13 et 20 octobre 2007
de 9 h 00 à 12 h 00

CAMP D'ÉVALUATION POUR LE SPORT-ÉTUDES SOCCER

Samedi 29 septembre 2007, de 9 h 00 à 16 h 00

UN CHOIX DE PLUSIEURS PROFILS :

Régulier - Enrichi scientifique - Enrichi linguistique
- Enrichi artistique - Enrichis sportifs

SPORT-ÉTUDES : soccer

Concentration : badminton - hockey - plein air - soccer - volleyball

1340, Nohert, Longueuil • 450 679-0770
www.collegefrancais.ca

EN ROUTE VERS LE DISCOURS DU TRÔNE

UNE RAISON D'ÊTRE?



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE ©

peut craindre pour sa survie.

Parti conservateur déloge le Bloc québécois. Enfin, dans Outremont, le Bloc a dû se contenter d'à peine 10 % des voix.

À la suite de ces résultats, le Bloc craint plus que jamais pour sa survie. Dans les régions du Québec, il voit ses appuis passer aux conservateurs. Dans

Outremont, ses appuis ont basculé du côté du NPD.

Résultat: le mystère de Québec risque maintenant de devenir le mystère du Québec

pour les troupes de Gilles Duceppe.

Depuis qu'il a pris le pouvoir, Stephen Harper a tout fait pour isoler le Bloc sur une foule de sujets qui provoquaient des frictions entre Québec et Ottawa à l'époque où les libéraux étaient au pouvoir. Le Bloc pouvait compter sur ces différends pour se maintenir au sommet des intentions de vote. Plus maintenant. « Les libéraux et les bloquistes ont besoin les uns des autres afin de justifier leur présence à Ottawa », a déjà lancé Stephen Harper lorsqu'il tentait de conquérir le pouvoir, en 2006.

Harper, 18 mois plus tard...

En 18 mois de règne, donc, le gouvernement Harper a constamment cherché à couper l'herbe sous le pied du Bloc. D'abord, le premier ministre a rapidement signé avec le gouvernement Charest une entente donnant au Québec le droit de parole à l'UNESCO, comme le réclamait le Bloc.

Ensuite, M. Harper a fait adopter à la Chambre des communes une résolution reconnaissant que « les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni », reprenant ainsi à son compte une partie de la résolution du Bloc qui disait que « les Québécois forment une nation ». Il y a deux semaines, il a même reconnu la nation québécoise à l'étranger, dans un discours devant le Parlement australien.

De plus, dans son dernier budget, présenté en mars, le gouvernement Harper a réglé, à la satisfaction du gouvernement du Québec, le dossier du déséquilibre fiscal. Le Bloc avait fait de ce dossier son principal cheval de bataille durant les dernières années au pouvoir des libéraux.

Le gouvernement conservateur a même accepté de donner 350 millions à Québec, au printemps, pour financer la lutte contre les changements climatiques – plus que les

328 millions que réclamait le Bloc. Convaincu que sa stratégie rapporte, après sa victoire dans Roberval, Stephen Harper compte bien profiter du discours du Trône, le 16 octobre, pour continuer d'isoler le Bloc. Il devrait notamment y réitérer son engagement de limiter le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces, un autre cheval de bataille de Gilles Duceppe.

« À un moment donné, la seule chose que le Bloc va pouvoir dire qu'on n'a pas faite, c'est la souveraineté du Québec », a laissé tomber un stratège conservateur cette semaine.

Depuis les résultats des partielles de lundi, les dirigeants bloquistes tentent par tous les moyens de stopper la glissade de leur parti dans la faveur populaire, une glissade qui profite largement aux conservateurs.

Un discours détourné

Le doyen de la formation souverainiste, le député Louis Plamondon, a laissé entendre que l'un des principaux problèmes du Bloc est que, depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, il ne peut plus prétendre être l'unique défenseur des intérêts du Québec.

« Le gouvernement et les autres partis ont été habiles de reprendre notre discours sur le déséquilibre fiscal, sur la nation... Le discours de défenseur des intérêts du Québec. Ça nous était exclusif », a dit M. Plamondon dans une entrevue à *La Presse*.

Après avoir tenu ces propos, M. Plamondon a été rabroué par le directeur des communications de Gilles Duceppe, Philippe Gagnon. Mais le député vétéran semble avoir dit tout haut ce que de nombreux électeurs ont pensé dans l'isolement, lundi, dans Roberval-Lac-Saint-Jean et dans Saint-Hyacinthe-Bagot. De toute évidence, les députés bloquistes craignent que cela ne soit que le début d'une tendance lourde.

l'opposition est engagé

insatisfait pas, on va voter contre le discours. On sera alors en élections.»

Les conservateurs

Chez les conservateurs, on affiche une attitude sereine face à la tempête qui gronde. On continue de surfer sur la victoire de la semaine dernière au Lac-Saint-Jean.

« Les Québécois ont été très clairs lundi dernier, a déclaré Dimitri Soudas, porte-parole de Stephen Harper. L'un des messages que M. Duceppe aurait dû retenir, c'est qu'ils ne veulent pas d'élections générales précipitées. Le Bloc devrait écouter les Québécois et M. Duceppe devrait être prudent. »

Le parti de Stephen Harper ressortirait-il gagnant de ces élections? Certains le pensent. En attendant, on prend bien garde de ne pas dévoiler son jeu. « En ce qui nous concerne, nous ne voulons pas d'élections, dit Dimitri Soudas. Nous voulons continuer à

gouverner, à faire avancer les choses et à livrer la marchandise. »

M. Soudas dit que le gouvernement commentera les demandes du Bloc québécois et des autres partis en temps et lieu. « Mais on

« On a toujours voté contre les budgets du gouvernement Harper, ce sera la même chose ici. »

– Thomas Mulcair

ne sait jamais, M. Duceppe pourrait changer d'avis. Ce ne serait pas la première fois », a-t-il ajouté.

Pas d'alliance possible

Pour le moment, aucun parti d'opposition n'accepte de parler d'une possible alliance pour mieux faire tomber le

gouvernement conservateur. Thomas Mulcair n'entrevoit pas de stratégie dans ce sens. « Il n'y a rien de prévu à ce niveau, dit-il. Ni des négociations avec le gouvernement, ni une alliance avec le Bloc québécois. »

Thomas Mulcair a plutôt profité de l'occasion pour critiquer le chef bloquiste, qu'il accuse de manquer de « stabilité ». « Rappelons que, si M. Harper est encore là avec son gouvernement, c'est parce que le Bloc a toujours trouvé le moyen de soutenir ses budgets », a-t-il dit.

Denis Coderre n'a pas résisté à la tentation de décocher lui aussi une flèche à l'endroit de Gilles Duceppe. « J'écoutais Duceppe et je trouvais que ça sentait la panique. Il y a comme une crise de pertinence. Il perd le feu sacré. Je précise que j'ai déjà entendu Gilles Duceppe dire qu'il allait voter contre le discours du Trône, et il ne l'a pas fait. »

À PRENDRE OU À LAISSER

Voici ce que les trois principaux partis d'opposition veulent voir dans le discours du Trône du 16 octobre prochain.

BLOC QUÉBÉCOIS

- > Élimination, plutôt qu'un simple encadrement, du pouvoir fédéral de dépenser.
- > Engagement clair à respecter le protocole de Kyoto; établissement de cibles absolues de réduction des gaz à effet de serre; adoption d'une approche territoriale: mise sur pied d'une Bourse du carbone à Montréal.
- > Maintien dans son intégralité du système de gestion de l'offre agricole.
- > Mesures fiscales pour aider les travailleurs touchés par la crise forestière.
- > Retrait des Forces canadiennes d'Afghanistan en février 2009.

NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

- > Mesures concrètes pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres.
- > Retrait sécuritaire et immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan.
- > Respect du protocole de Kyoto.

PARTI LIBÉRAL

- > Confirmation de la fin de la mission de combat à Kandahar.
- > Reconnaissance solide du projet de loi C-30 sur l'air pur.
- > Stratégie pour aider à la compétitivité de l'économie canadienne.
- > Plan pour faire reculer la pauvreté au Canada.

De 100 à 0 en 15 jours

Le Solde Final Mercedes-Benz 2007.

100 véhicules neufs et démonstrateurs à liquider. Avec des rabais jamais vus, c'est le meilleur temps de vous procurer le véhicule désiré.

Visitez le www.de100a0.com aujourd'hui pour choisir votre nouvelle Mercedes-Benz.

Montréal
Mercedes-Benz Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute Laval (440) Ouest
Laval
(450) 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau
Greenfield Park
(450) 672-2720



Mercedes-Benz

ACTUALITÉS

EN BREF

Adolescente retrouvée saine et sauve

Annie Labelle, une adolescente de 16 ans que la police recherchait activement, a été retrouvée saine et sauve vendredi dans un appartement de Laval. Celle dont on était sans nouvelles depuis 13 jours a été localisée au terme d'une enquête à laquelle ont collaboré plusieurs citoyens. La jeune fille de Mascouche, qui était tombée amoureuse en décembre d'un homme de 24 ans membre d'un gang de rue, avait laissé à ses parents une note affirmant qu'un proxénète l'avait vendue pour 1500\$ et 14g de crack. Peu de temps après sa disparition, la jeune fille a téléphoné à ses parents. En sanglots, elle répétait les mots que lui dictait un homme près du téléphone. Personne n'a encore été arrêté.

— Mario Girard

Un motocycliste meurt sur la route

Un motocycliste de 47 ans a perdu la vie hier après-midi dans une collision survenue à Chertsey, près de Joliette, dans Lanaudière. Il circulait en direction sud sur

la route 125 quand le conducteur d'une voiture, venant en sens opposé, a fait une manoeuvre qui lui a bloqué la route. Le motocycliste a été conduit au centre hospitalier de Joliette, où son décès a été constaté.

— La Presse Canadienne

Débat en Espagne : doit-on libérer un violeur en série ?

La libération, hier, d'un violeur en série malgré un risque de récidive jugé élevé, a suscité un intense débat en Espagne sur les peines à appliquer aux récidivistes. José Rodríguez Salvador, connu comme le violeur de Vall d'Hebron, un quartier de Barcelone, avait été condamné à une peine cumulée théorique de 311 ans de prison pour un total de 17 agressions sexuelles sur des femmes. Mais il a été libéré hier matin après avoir passé 16 ans derrière les barreaux, à l'issue du jeu normal des remises de peine et après le rejet, par le tribunal de Barcelone, de plusieurs demandes de maintien en détention. L'homme avait purgé dans les années 80 une première peine de sept ans pour agressions sexuelles et n'avait attendu que neuf jours après sa sortie de prison, en août 1990, avant de commettre une nouvelle agression.

— Agence France-Presse

La gaffe de Ségolène Royal fait des vagues en Europe

MARIO GIRARD

Les journaux européens n'ont pas manqué de relever la gaffe commise par Ségolène Royal lors de son récent voyage au Québec. Certains trouvent même que le Québec ne réussit décidément pas à la présidente de Poitou-Charentes.

Dans son édition d'hier, *La Voix du Luxembourg* a fait état de la seconde gaffe de Ségolène Royal à propos du Québec. « Ségolène Royal a de nouveau trébuché sur la question de l'indépendance de la Belle Province à la fin de son séjour », note le journaliste de *La Voix du Luxembourg*.

Celle qui a représenté le Parti socialiste aux récentes présidentielles françaises a, dès son retour en France, déclaré à un journal breton que Pauline Marois lui avait confié qu'il n'y aurait pas d'autre référendum.

Le journal a rappelé que, en janvier dernier, M^{me} Royal s'était prononcée en faveur de la souveraineté du Québec et que cette position avait créé un certain tollé au Canada. « À l'occasion de sa visite au Canada, Ségolène Royal

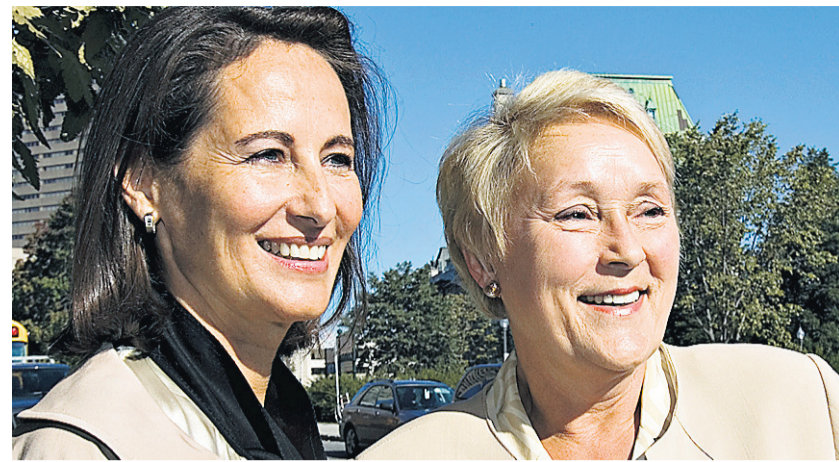


PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Ségolène Royal et Pauline Marois, mardi dernier, à Québec.

a été peu inspirée », ajoute *La Voix du Luxembourg*.

De son côté, le site internet Challenges.fr a relaté un incident survenu à Québec au moment où Ségolène Royal a tenu à réagir aux critiques que lui adressait Lionel Jospin. Devant les journalistes français qui l'accompagnaient, M^{me} Royal a demandé à leurs collègues québécois de quitter la salle où tout le monde se trouvait. Ce geste peu courtois, rapporte Challenges.fr, n'a

pas été apprécié des journalistes québécois.

Le Figaro a publié pour sa part un article où on affirme que Ségolène Royal est allée se refaire une image au Québec. Égrenant les activités qui composaient l'agenda de M^{me} Royal, le célèbre quotidien français a précisé que les visites « de terrain » de la politicienne devaient servir à mieux la préparer et que ce déplacement était une étape dans son travail de « densification personnelle ».

LES INVITÉS CE SOIR :
MICHEL BARRETTE, KEVIN PARENT,
PASCAL PICARD, PAUL HOUDE,
CHRISTIAN MISTRAL, RICHARD PETIT
ET BRIGITTE MCCANN

**CE SOIR 20H
TOUT LE MONDE
EN PARLE**

RADIO-CANADA
TÉLÉVISION

radio-canada.ca/toutlemonde

(HD)

SCRIPT-ÉDITEUR : ANDRÉ DUCHARME • RÉALISATRICE : MANON BRISEBOIS

La journée sans mentir



STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Il y a des journées pour tout. Des journées du souvenir, des journées de la Terre, des journées sans voiture, des journées sans acheter. Tout un calendrier de vœux pieux et de gestes symboliques pour changer le monde. Mais pour vraiment changer le monde, et le changer complètement, partout, du tout au tout, ça ne prendrait qu'une seule journée: la journée sans mentir.

Imaginez si, un beau matin, plus personne ne se mentait. Comme dans le film avec Jim Carrey. Sept milliards de Jim Carrey qui arrêtent de mentir du jour au lendemain. Ça serait merveilleux. Quoique... Il y aurait des rivières de larmes. Des cris et des valises à faire. Tous ces gens qui ne se doutaient de rien, tous ces gens qui croyaient que tout était parfait et qui, d'un coup, apprendraient la vérité. La dure vérité.

Sommes-nous capables de vivre sans mentir? Sans tourner les coins ronds? N'est-ce pas la seule façon que l'homme a trouvée pour maîtriser sa

destinée? Puisque la réalité n'est pas comme on aimerait qu'elle soit, on se fait croire qu'elle l'est. En commençant par le faire croire aux autres. Ça nous aide à le croire vraiment. C'est pour ça que les menteurs sont toujours les derniers à ne plus croire en leurs mensonges. Je suis un champion propre. Je suis un politicien honnête. Je suis un conjoint fidèle.

Ce qu'on ne sait pas ne fait pas mal. Alors on peut présumer que la journée sans mentir ferait mal. Ce serait comme un électrochoc. Un réanimateur de vérité éteinte. Enfouie sous des couches et des couches de mensonges. Mais aussi, quelle belle prise de conscience! Savoir que tout ce qu'on vit, tout ce qu'on entend, tout ce qu'on voit est le vrai de vrai. Pas juste le Coke.

Bien sûr, pour les politiciens, ce serait une journée à éviter. Le moment propice pour être malade. Mais il faudrait qu'ils le soient pour vrai, sinon ils mentiraient, et c'est interdit. Les voyez-vous répondre directement aux questions? Sans

détour. Sans patiner. Sans protéger qui que ce soit. Même pas leurs votes. Même pas leur job. Voici ce qu'il en est. C'est ça qui est ça.

Il y en aurait, des commissions d'enquête instituées après cette journée-là!

On connaîtrait les vraies raisons de la guerre. Autant du côté de Bush que du côté de Ben-la-Caverne. C'est pas pour la démocratie, c'est pour le cash. C'est pas pour Allah, c'est pour Moi. À moins que ce soit pour autre chose. En tout cas, ils nous le diraient enfin. Ça ne réglerait rien, mais on se coucherait moins épais.

Et tous les financiers rusés, et les vendeurs d'autos usagées, et

Au saut du lit, le monde ne serait déjà plus le même. La Bourse japonaise aurait dégringolé, tout le monde vendant au prix que ça vaut vraiment. Paul Arcand aurait enfin des réponses à ses vraies questions. «J'ai mis l'argent dans mes poches.» «Nos mesures environnementales, c'est du bidon.» «Je me pique même avant les matchs de pétanque.»

Il y aurait tellement d'aveux, il faudrait grossir les premières pages. Les petits menteurs seraient bien servis. Leurs confessions passeraient dans le beurre au profit des grandes révélations.

Au bureau, tout le monde serait en retard pour les vraies raisons.

parties de poker, aussi, seraient remises à plus tard. Ce serait la grande soirée du Scrabble. Au Scrabble, quand tu es pogné avec le Q et que tu n'as pas de U, tu es pogné avec le Q longtemps. Pas moyen de bluffer. De faire que ton Q est un A. Ton Q est un Q. Et quotient, ça s'écrit pas quotient.

Le soir, les femmes n'auraient pas mal à la tête. Elles auraient juste pas le goût. Et les gars non plus, pour la plupart!

Bref, la journée sans mentir ne serait pas de tout repos. Mais elle aurait l'avantage de nous donner une réelle vision du monde. Fini le flou. La caméra serait enfin au foyer. C'est de ça qu'on a l'air. C'est ce qu'on est. Vraiment.

Si jamais la journée sans mentir existe un jour, on peut croire qu'elle aurait autant de succès que la journée sans voiture. Tout le monde prend son char en espérant qu'il n'y a pas de trafic. Tout le monde mentirait en espérant que les autres disent la vérité. Pour pouvoir mieux leur mentir.

Et pourtant, les gens arrêtent de fumer, de manger des gras trans, de boire trop d'alcool, pour leur santé. S'ils arrêtaient de mentir, ils iraient bien mieux.

COURRIEL
Pour joindre notre collaborateur: stephane@stephanelaporte.com

Au bureau, tout le monde serait en retard pour les vraies raisons. « Ça ne me tentait pas de me lever. » « J'ai trop fêté. » « J'avais envie de regarder Deux filles, le matin. » Fini les rapports de force, les jeux de négociation, les jeux de séduction.

les athlètes dopés, et les vedettes parfaites, et les maris occupés, et les blondes fuyantes, tous ces gens démasqués. En une seule et même journée.

Et nous, dans tout ça? Ben nous, on ne ment pas. C'est bien connu. Tous les menteurs vous diront qu'ils ne mentent pas. Sinon, ce ne serait pas des menteurs.

« Ça ne me tentait pas de me lever. » « J'ai trop fêté. » « J'avais envie de regarder *Deux filles, le matin.* » Fini les rapports de force, les jeux de négociation, les jeux de séduction.

Le soir, tous les rendez-vous avec des supposés clients importants seraient annulés. Les 5 à 7 se videraient d'un coup sec. Les

SUR MON BLOGUE CETTE SEMAINE

UN COCHON VERT DANS OUTREMONT

Un soir, à la table, mon père avait dit: «Peins en rouge un cochon, il va gagner à Outremont!» J'étais petit et je l'avais cru. Vraiment cru. Dans ma tête, je voyais un cochon rouge devenir député d'Outremont. Et ça me perturbait un peu. J'ai compris plus tard que c'était une image.

Un cochon rouge ne peut plus se faire élire dans Outremont. Un cochon vert aurait maintenant plus de chances. Outremont a pris le virage écolo et élu Thomas Mulcair, le nouveau NPD. Si j'étais Stéphane Dion, je commencerais à écrire ma biographie.



Réagissez au blogue de Stéphane Laporte: www.cyberpresse.ca

RABASKA: UN PAS VERS KYOTO

Le projet Rabaska, élaboré par Société en commandite Gaz Métro, Enbridge inc. et Gaz de France, trois leaders dans le domaine du transport et de la distribution de gaz naturel, consiste à construire un terminal méthanier dans l'est de Lévis qui accueillera des navires méthaniers et leur chargement de gaz naturel liquéfié. Rabaska sera une source alternative d'approvisionnement en gaz naturel pour le Québec et l'est de l'Ontario.

UN PROJET JUSTIFIÉ ET BON POUR L'ENVIRONNEMENT

Rabaska renforcera l'offre et diversifiera les sources d'approvisionnement en gaz naturel, conformément à la stratégie énergétique du Québec. Cette diversification induira une concurrence accrue sur le marché du gaz et signifiera des prix relativement plus bas. Cela facilitera le remplacement d'autres énergies fossiles et favorisera une baisse des émissions de GES au Québec et ailleurs.

Rabaska émettra 146 000 tonnes de GES, soit moins de 0,2% des émissions du Québec. Ces GES seront plus que compensés par des réductions d'émissions chez les utilisateurs québécois et ontariens qui remplaceront des énergies plus polluantes, comme le mazout ou le charbon, par le gaz naturel.

Juste au Québec, le retour au gaz des clients qui sont passés au mazout depuis 2000 à cause de la hausse du prix du gaz naturel permettrait de réduire les GES de près de 400 000 tonnes annuellement.

UN PAS VERS KYOTO

Les pays signataires de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques ont reconnu que «les sources d'énergie propres, ou produisant moins de GES, notamment les sources d'énergie renouvelables, l'hydroélectricité, l'énergie géothermique et le gaz naturel, pouvaient procurer des avantages écologiques au niveau mondial, conformément aux objectifs de la Convention et du Protocole de Kyoto».

- Compte rendu de la 17^e séance plénière, 27 juillet 2001

UN PROJET APPROUVÉ ET APPUYÉ

- BAPE et Agence canadienne d'évaluation environnementale 7 juillet 2007
- Comité TERMPOL (volet maritime), constitué notamment de Transports Canada, la Garde côtière canadienne et Environnement Canada 15 mai 2007
- Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches (135 des 136 municipalités) 8 février 2007
- Conférence des préfets des MRC de la région Chaudière-Appalaches 3 mai 2005
- Ville de Lévis 2 mai 2005
- Plusieurs élus fédéraux, provinciaux et municipaux
- Plus de 65% de la population lévisienne

DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES IMPORTANTES POUR LA COMMUNAUTÉ

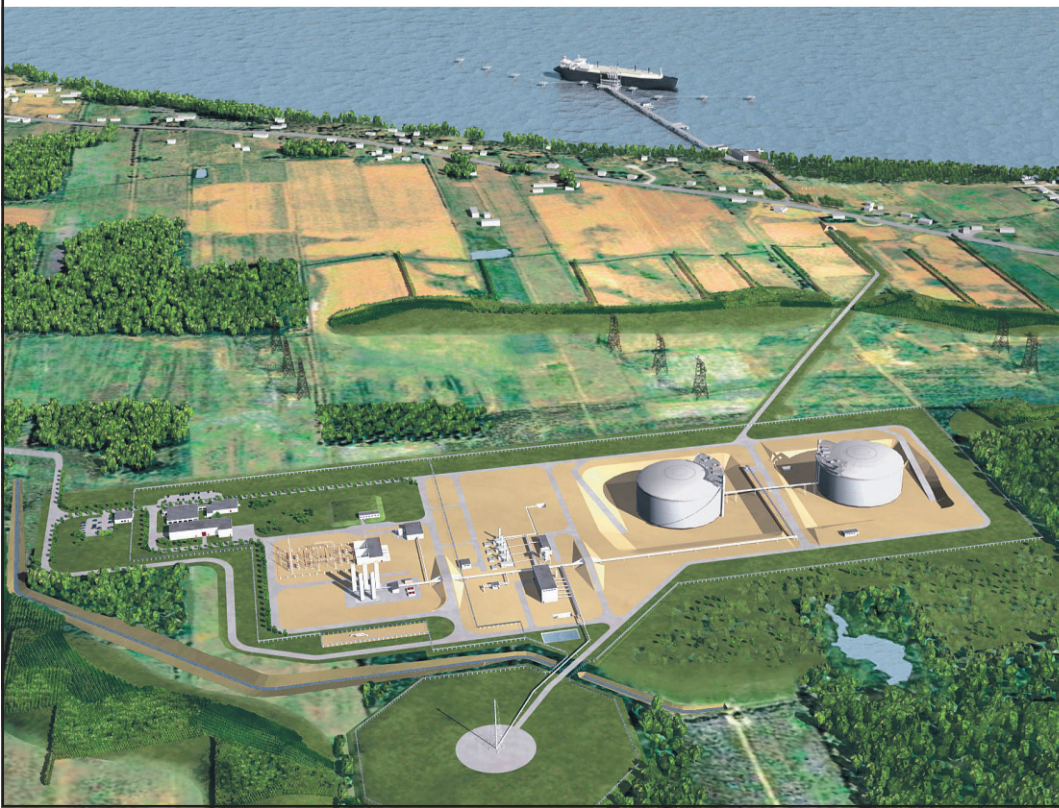
- Investissement total de 840 M\$
 - 70% au Canada, dont 54% au Québec
 - 444 M\$ au Québec, dont 234 M\$ en salaires
- Création d'emplois
 - 4995 personnes-années durant la construction
 - 290 emplois directs et indirects durant l'exploitation



Une vision d'avenir
toute naturelle

www.rabaska.net

351/0008A



LES AILES DE LA MODE

Faites votre choix parmi une VASTE collection d'habits de designers pour hommes d'affaires!

2 jours! dimanche et lundi

AUCUNE TAXE À PAYER!**

*Nous déduisons l'équivalent de la TPS & TVQ sur tout achat d'habits à "2 pour" sur présentation de cette annonce. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion en vigueur. Cette offre expire à la fermeture des magasins le lundi 24 septembre 2007.

AILES
LES AILES DE LA MODE

Modèles à 2 ou 3 boutons, avec fentes simples ou doubles. Disponibles dans le court, régulier et long.

HABITS POUR HOMMES D'AFFAIRES

2 habits pour 250\$
ou 149.99\$ chacun

HABITS 100% LAINE

2 habits pour 300\$
ou 179.99\$ chacun

HABITS 100% LAINE SUPER 120

2 habits pour 400\$
ou 249.99\$ chacun

HABITS DE LAINE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
super 130 & 140

2 habits pour 500\$
ou 299.99\$ chacun

VENTE DESIGNER
dimanche et lundi
OBTENEZ

30% de rabais*
*sur le prix régulier

JONES NEW YORK SPORT

ANNE KLEIN
NEW YORK

NINE WEST
SPORTSWEAR

JONES NEW YORK SIGNATURE

L'ÉVÉNEMENT
TAILLEUR

LE CHOIX DE LA FEMME

CET AUTOMNE LES TAILLEURS POUR FEMMES SONT À UN NIVEAU DE PRESTIGE SANS ÉGAL CHOISISSEZ PARMIS UNE IMPRESSIONNANTE COLLECTION DE TAILLEURS AUX TENDANCES MODERNES POUR LA FEMME D'AUJOURD'HUI CONFORT ASSURÉ

ACHETEZ LE VESTON

À PARTIR DE

49⁹⁹\$

ET RECEVEZ LE PANTALON
OU LA JUPE DE L'ENSEMBLE
GRATUITEMENT

AILES
LES AILES DE LA MODE

Centre-ville
MONTRÉAL
514-282-4537

Place
Sainte-Foy
SAINTE-FOY
418-652-4537

Mail
Champlain
BROSSARD
450-672-4537

Carrefour
Laval
LAVAL
450-682-4537

ACTUALITÉS

Déçue du gouvernement Harper, la FTQ entend s'impliquer aux élections

PATRICE BERGERON
LA PRESSE CANADIENNE

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, est mécontent de l'« approche trop idéologique » du gouvernement conservateur et assure que sa centrale sera beaucoup plus active en cas d'élections fédérales cet automne.

M. Massé a qualifié d'« extrêmement désolant » l'immobilisme d'Ottawa dans la crise qui secoue le secteur manufacturier, particulièrement au Québec et en Ontario. Il s'exprimait en conférence de presse, hier, à l'issue de l'assemblée générale annuelle du Fonds de solidarité de la FTQ à Montréal.

« Si jamais il y a des élections, on va être beaucoup plus actifs sur le terrain », a commenté le chef syndical, qui dit avoir discuté « avec bien du monde », notamment avec le ministre fédéral de l'Industrie, « mais en vain ».

« Il suffit de faire le tour du Québec pour voir comment le monde est mal pris dans plusieurs régions et comment ça préoccupe le monde. »

« C'est malheureusement une approche trop idéologique, dénonce-t-il. On aborde de grands paramètres, comme la taxe sur le capital, sans fournir de mesures plus ciblées pour aider des secteurs comme l'industrie manufacturière ou la foresterie. »

Henri Massé réclame notamment des garanties de prêt pour les entreprises ainsi que du financement pour renouveler leur parc technologique. À part une politique d'aide à l'aéronautique, « on n'a pas vu l'ombre du début d'une politique » fédérale d'aide au secteur manufacturier, déplore-t-il. Or, selon un sondage réalisé récemment par la centrale, l'économie arrive en tête de liste des préoccupations de ses membres.

« Il suffit de faire le tour du Québec pour voir comment le monde est mal pris dans plusieurs

régions et comment ça préoccupe le monde. S'il y a des élections, nous allons amplifier le débat. »

M. Massé a reconnu que le gouvernement québécois fait des efforts, même s'ils sont insuffisants. À ses yeux, si le fédéral venait coupler l'intervention du Québec dans le milieu forestier, « il y aurait quand même une crise en forêt », en raison de la hausse du dollar, de la situation du bois d'œuvre, de la hausse du pétrole et de la baisse des possibilités de coupe. « Mais on aurait une perspective d'avenir qui permettrait de sauvegarder des emplois. »

Il a dit aussi comprendre les travailleurs forestiers qui ont manifesté cette semaine et menacé de faire des gestes plus radicaux. « Quand des gens sont désespérés, des fois, ils prennent des moyens ultimes, a-t-il commenté. Ça se pourrait qu'il y ait des débordements à un moment donné. Je souhaite que non, mais ça risque de brasser un peu plus. »

Par ailleurs, le président-directeur général du Fonds de solidarité, Yvon Bolduc, aussi à la conférence de presse, a indiqué que le Fonds n'avait pratiquement rien senti des récentes turbulences boursières liées au marché des prêts hypothécaires aux États-Unis. Le PDG a précisé que le portefeuille du Fonds n'était constitué que de 0,2% de papier commercial adossé.

À la veille de son 25^e anniversaire, le Fonds de solidarité demande au gouvernement plus de souplesse dans l'application de la règle de réinvestissement de 60% de ses avoirs dans les entreprises québécoises. M. Massé réclame que le Fonds puisse choisir le moment opportun avant de réinvestir, en raison des fluctuations causées par le désinvestissement de certaines entreprises et les rachats des actionnaires. Des négociations sont en cours.

Le Fonds a enregistré des résultats records cette année, selon ses états financiers publiés en juillet. Il a dégagé un bénéfice de 475 millions de dollars et obtenu un rendement de 7,1%, par rapport à 366,5 millions et 6% en 2006. La valeur de l'action a été fixée à 25,36\$, comparativement à 23,74\$ l'année précédente. En 2008, le Fonds émettra pour 534 millions d'actions.

Le directeur de Montréal-Est congédié... pour le moment

ÉRIC CLÉMENT

Le directeur général de Montréal-Est, André Billette, absent de l'hôtel de ville depuis le 20 septembre 2006 mais qui recevait toujours son salaire de 110 000\$ par année et son allocation pour voiture, a été congédié lundi. Mais c'est la Commission des relations du travail qui tranchera dans ce dossier.

Le conseil municipal de Montréal-Est a adopté une résolution mettant fin au lien d'emploi de M. Billette. Les deux conseillers de l'opposition, Roger Lachapelle et Robert Coutu, ont voté contre.

Ne s'entendant plus avec le maire Yvon Labrosse, André Billette était en congé maladie depuis un an. Son contrat devait prendre fin le 31 décembre. Le 24 mai, son avocat avait avisé la Ville que son client réclamait un salaire de 125 074\$, rétroactivement au 1^{er} janvier 2006.

Le 16 juillet dernier, le maire a dit au conseil municipal qu'il ne voulait plus que M. Billette revienne parce qu'« il y avait des problèmes avec lui, de l'ouvrage qu'il ne pouvait pas faire, alors c'était difficile, il fallait le talonner tout le temps ».

Cette semaine, M. Labrosse a commenté à *La Presse* la décision de congédier M. Billette. « Il n'avait pas le tour avec l'administration, mais c'était un très bon ingénieur, a-t-il dit. Son salaire et tout ce qui y était relié, on a arrêté ça lundi. Le dossier n'avancé pas. Mais si je me mets à la place de M. Billette, j'aurais peut-être fait pareil. Il était payé... »

Les deux parties vont se retrouver devant la Commission des relations du travail (CRT) la semaine prochaine. La CRT devait déjà se pencher sur une « plainte de suspension ou de diminution de traitement » et une « plainte de destitution en vertu de la Loi sur les cités et villes », formulées par M. Billette. Elle se penchera aussi sur le congédiement prononcé par résolution lundi.

« La Commission décidera si le congédiement est valable, explique Julie Lagacé, conseillère en communication de la CRT. Dans ce cas, le commissaire peut décider deux choses: la réintégration ou une compensation. Le commissaire rendra sa décision avant la fin de l'année. »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste:
eric.clement@lapresse.ca

solarium

SERVITECH

1 800 567-0443
solarium-servitech.com

Financement disponible • Estimation gratuite

*Avant le 19 octobre 2007 Voir les détails en succursales.

Décidez maintenant de passer
l'hiver sous les étoiles
et nous vous offrirons
GRATUITEMENT*
le plancher chauffant !



LE TOUR DU GLOBE

IRAK
Un Iranien au coeur d'une
dispute Bagdad-Washington

Le président irakien, Jalal Talabani, a réclamé hier la libération immédiate d'un Iranien interpellé cette semaine par les forces américaines, soulignant que Téhéran avait menacé de fermer sa frontière avec le Kurdistan irakien si le ressortissant n'était pas relâché. Selon un communiqué diffusé par le bureau du président Talabani, l'arrestation du responsable iranien dans un hôtel de la ville kurde de Souleimaniyeh, jeudi, a eu lieu sans que les autorités du Kurdistan irakien en soient informées. Le ton de la lettre de Talabani suggère que cette interpellation l'a indigné. Selon l'armée américaine, le suspect est membre des Gardiens de la Révolution iraniens, accusés d'armer et de former des milices chiïtes en Irak. M. Talabani a affirmé que l'homme faisait plutôt partie d'une délégation officielle dont la présence au Kurdistan était connue du gouvernement irakien et des autorités de la région. Associated Press

PALESTINE

Des membres du Hamas ne
pourront se rendre à La Mecque

Des milliers d'habitants de la bande de Gaza espérant se rendre à La Mecque cette année risquent de ne pouvoir effectuer le pèlerinage en décembre prochain, pris au piège de la rivalité entre le Fatah et le Hamas. Le gouvernement de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie a fait savoir hier que les pèlerins qui se sont inscrits auprès du Hamas, qui a pris en juin le contrôle de la bande de Gaza, ne pourront faire le Hajj. Le gouvernement a plaidé qu'il était le seul autorisé par Riyad à percevoir les frais d'inscription de 420\$. Or, après les événements de juin, le Hamas a ordonné aux pèlerins de verser leurs frais d'inscription sur le compte d'une banque sous son contrôle. Ces derniers ne pourront faire le pèlerinage, a expliqué Ziad Rajoub, chef de l'autorité du Hajj en Cisjordanie. Jusqu'à présent, l'autorité du Hajj avait assuré qu'elle accepterait les pèlerins de Gaza, où qu'ils aient versé les frais d'inscription. Associated Press

BELGIQUE

Un « couple » solide

L'incapacité des formations politiques belges à former un gouvernement depuis les élections de juin n'est pas bonne pour le pays, mais « il ne faut pas craindre que la Belgique disparaisse », souligne le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht dans un entretien au quotidien *Le Soir* d'hier. « On (les régions wallonnes et flamandes) est finalement un couple très stable », a-t-il déclaré. La meilleure preuve que la Belgique ne va pas disparaître, « c'est qu'on se dispute depuis 50 ans et qu'on n'est toujours pas séparé ». « Quel couple survivrait à une telle épreuve? » demande-t-il. Associated Press

ALLEMAGNE

Merkel reçoit le dalaï lama

Alors que la chancelière allemande Angela Merkel reçoit aujourd'hui la visite du dalaï lama, la Chine a annulé une rencontre entre des responsables allemands et chinois qui devait avoir lieu le même jour à Munich. Invoquant des « raisons techniques », Pékin a annulé vendredi cette réunion, à laquelle devait participer la ministre allemande de la Justice, Brigitte Zypries, a-t-on appris hier. La rencontre prévue à Berlin à la chancellerie, entre Angela Merkel et le dalaï lama en exil, n'a pas été mentionnée. Berlin a qualifié l'entrevue de rencontre privée avec un chef religieux, mais Pékin critique la visite du dalaï lama, que la Chine accuse d'utiliser la religion pour militer pour l'indépendance du Tibet. Associated Press

ESPAGNE

Quinze migrants découverts
dans un conteneur

La police espagnole a découvert hier 15 migrants à l'intérieur d'un conteneur dans un cargo dans le port de Barcelone. Les candidats à l'exil – huit hommes, deux femmes et cinq enfants – pourraient être des Palestiniens originaires de la bande de Gaza. Les 15 ressortissants, souffrant d'épuisement et de faim, ont été transportés dans plusieurs hôpitaux de la ville. À l'exception de l'un d'entre eux, tous ont pu quitter les différents établissements quelques heures plus tard. D'après la police, les 15 migrants seront renvoyés vers la Turquie. Associated Press

L'Iran bombe le torse

Trois jours avant de s'adresser à l'ONU, Mahmoud Ahmadinejad profite d'un défilé militaire pour tancer les États-Unis

ASSOCIATED PRESS
ET AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN — Les menaces et les sanctions économiques n'arrêteront pas le progrès technologique de l'Iran, a prévenu hier le président Mahmoud Ahmadinejad lors d'un grand défilé militaire destiné à montrer la puissance du pays dans ce domaine.

Ces pays « qui supposent que leurs méthodes dégradantes, comme la guerre psychologique, la propagande politique et les prétendues sanctions économiques fonctionneront et empêcheront la marche rapide de l'Iran vers le progrès se trompent », a déclaré le président iranien.

Il s'exprimait alors que les discussions se poursuivent entre les États-Unis et leurs alliés européens sur une troisième série de sanctions qui pourraient être imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'Iran en raison de son refus de suspendre l'enrichissement d'uranium.

Ce défilé militaire marquait le 27^e anniversaire de l'invasion irakienne de l'Iran qui a provoqué la guerre de 1980-1988. Téhéran s'est servi de ce défilé pour montrer ses dernières armes, dont des missiles furtifs, des torpilles, des drones, des chars d'assaut et d'autres armes fabriquées en

Iran. Trois Saegheh, les nouveaux avions de chasse iraniens, ont survolé le défilé.

Sur certains des camions transportant des missiles, on pouvait lire: « À bas les États-Unis » et « À bas Israël ».

« Tirez les leçons de vos erreurs passées. Ne répétez pas vos erreurs », a lancé M. Ahmadinejad dans un avertissement lancé aux États-Unis, en allusion à leurs efforts visant à imposer de nouvelles sanctions contre Téhéran.

Le ministre iranien de la Défense, Moustapha Mohammad Nadjar, a assuré que les armes et les équipements montrés dans le défilé constituaient juste une « petite partie » des capacités du pays.

« Avec la production d'équipements variés, les sanctions sont devenues inefficaces. Nous n'avons pas besoin des étrangers », a affirmé M. Nadjar, cité par la télévision publique.

M. Ahmadinejad a aussi répété son appel aux forces étrangères à quitter la région et il a exhorté les États-Unis à reconnaître qu'ils avaient échoué en Irak.

« Les nations dans la région n'ont pas besoin de la présence des étrangers pour gérer leurs besoins. La présence étrangère est la cause de fond de toute l'instabilité, des différences et des

menaces », a déclaré M. Ahmadinejad, qui doit s'adresser mardi à l'Assemblée générale de l'ONU.

Dans le cadre de son voyage aux États-Unis, le président iranien devrait s'adresser au peuple américain lors d'une entrevue diffusée aujourd'hui à l'émission *60 minutes* de CBS. Il prononcera aussid es allocutions devant les Nations unies et à l'Université Columbia.

Une réponse à Kouchner

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a par ailleurs lancé hier une mise en garde contre toute attaque militaire contre l'Iran.

« Une agression militaire contre l'Iran n'est pas comme frapper et s'enfuir. Quiconque lance une agression souffrira sérieusement des conséquences », a déclaré l'ayatollah Khamenei.

C'est la première intervention sur ce dossier du numéro 1 iranien depuis que le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, a évoqué la possibilité d'une « guerre » contre l'Iran.

Le ministre français avait provoqué de vives réactions en évoquant dimanche dernier le risque d'une guerre si la diplomatie échouait à convaincre l'Iran de suspendre son programme nucléaire.



Hier, un important défilé militaire a eu lieu à Téhéran, avec soldats et missiles nucléaires. Le cortège marquait le 27^e anniversaire de l'invasion irakienne de l'Iran qui a provoqué la guerre de 1980-1988.

AFGHANISTAN

Bavure meurtrière de la coalition

AGENCE FRANCE-PRESSE
ET LA PRESSE CANADIENNE

La coalition internationale a tué hier par erreur deux policiers afghans et trois gardes de sécurité par un tir d'hélicoptère dirigé contre des talibans, dans l'est de l'Afghanistan, selon la police.

L'incident s'est produit alors que la police et les gardes de sécurité étaient partis à la recherche de trois gardes chargés de surveiller la construction d'une route, tout juste enlevés par des talibans dans la province de Kunar, a indiqué à l'AFP le chef de la police provinciale, Abdul Jalal Jalal.

Les talibans venaient de tirer des roquettes contre une base de la

coalition, dirigée par les États-Unis, dans cette région située non loin de la frontière pakistanaise.

« Trois gardes de sécurité travaillant pour une entreprise de construction routière ont été kidnappés par les talibans aujourd'hui dans le district de Sarkano », a déclaré le chef de la police.

« La police, avec le soutien des forces de coalition, a lancé une opération pour les rechercher, a poursuivi le responsable. Alors qu'ils les recherchaient, un hélicoptère de la coalition a bombardé la zone. Deux policiers ont été tués ainsi que trois gardes de sécurité, et huit autres de leurs collègues, trois policiers et cinq gardes, ont été blessés », a indiqué M. Jalal.

« Au moment de l'enlèvement, les talibans avaient tiré plusieurs roquettes en direction d'une base de la coalition dans la zone », a précisé le chef de la police.

Quatre soldats canadiens blessés

Par ailleurs, dans un autre incident, un soldat canadien a subi des blessures sérieuses et trois autres ont été blessés légèrement lors de l'explosion d'une bombe artisanale dissimulée en bordure de route, hier.

Le convoi canadien venait de quitter la base de l'aéroport de Kandahar en direction d'un poste avancé lorsque la déflagration est survenue, vers 12 h 30.

Selon les autorités militaires, la vie d'aucun des militaires n'est en danger.



Tu as une bonne idée pour éviter le gaspillage de l'eau ?

Tu es un élève du primaire ou du secondaire et l'environnement te préoccupe ? Fais-nous parvenir ton idée pour éviter le gaspillage de l'eau par un texte, un dessin, un poème, une chanson, une bande dessinée ou une vidéo.

À gagner: 10 ordinateurs portatifs

Les 10 meilleures idées seront publiées dans La Presse et les gagnants recevront un ordinateur portatif (5 au niveau primaire et 5 au niveau secondaire).

Photo à titre indicatif seulement. Le modèle peut varier de celui présenté.



Attention !
Tu as jusqu'au 3 octobre 2007 pour soumettre ton idée. Tous les détails sur cyberpresse.ca/eau

LA PRESSE cyberpresse.ca

La France en faillite?

La déclaration de François Fillon fait des vagues

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Les propos du premier ministre français, François Fillon, qui s'est dit vendredi à la tête d'un « État en situation de faillite », ont suscité hier une vive polémique, jusqu'au sein de la majorité de droite.

« La France n'est pas en faillite », s'est insurgé dès vendredi Dominique de Villepin, ex-premier ministre de droite et prédécesseur de M. Fillon, affirmant « avoir laissé l'État dans une situation meilleure qu'aujourd'hui ».

L'ex-premier ministre socialiste Lionel Jospin a jugé « un peu étrange » qu'un chef de gouvernement prononce de tels propos, accusant en outre la droite d'avoir fait « exploser la dette » depuis 2002.

Le centriste François Bayrou a vu pour sa part dans la sortie de M. Fillon « un aveu estomaquant ».

Lors d'une visite en Corse vendredi, M. Fillon a déclaré « être à la tête d'un État qui est en situation de faillite », avant de tenter d'atténuer ses propos en précisant qu'il s'agissait d'une « image » face à des agriculteurs « qui demandent toujours plus à l'État ».

« M. Fillon a commis deux erreurs. C'est totalement excessif de dire que la France est en faillite et il se trompe en pensant qu'il est "à la tête de l'État" », a réagi à droite l'ancien ministre François Goulard, faisant allusion à l'hyperactivité du président Nicolas Sarkozy qui a tendance à effacer le rôle du chef de gouvernement.

CÉLÉBRITÉS...

LE VIEUX-MONTRÉAL
vous chante la pomme!

UNE PRÉSENTATION DE
LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
ET DE LA BANQUE LAURENTIENNE

N
HOTEL NELLIGAN
LA PRESSE
POMMES QUALITÉ QUÉBÉCOISE
www.lapommequebec.ca
BANQUE LAURENTIENNE
VIEUX-MONTRÉAL

Forfait romantique
concours en ligne
SDCVIEUXMONTREAL.COM
jusqu'au 24 septembre

350881A



GERTRUDE JOMPHE ET ISAAC HÉBERT
60^e anniversaire de mariage
Félicitations à vous deux et merci pour tout le bonheur et l'amour que vous nous donnez.
Vos enfants Jean, Michel, André et Gilles, leur épouse, vos petits-enfants et vos arrière-petits-enfants



CÉCILE PRÉVOST BIBAUD, 80 ANS
Chère épouse, maman et grand-maman
C'est avec beaucoup d'amour et de tendresse que nous te souhaitons un joyeux 80^e anniversaire de naissance.
Bonne santé et profite de la vie.
Henri, Nicole, Suzanne et Daniel, Jocelyne, Nancy, Francis et leurs conjoints



CARMELLE GERMAIN ET JEANNOT CARRIER
Félicitations pour votre 50^e anniversaire de mariage...
et encore plusieurs autres entourés de ceux que vous aimez et qui vous aiment.
Les enfants, conjoints et petits-enfants



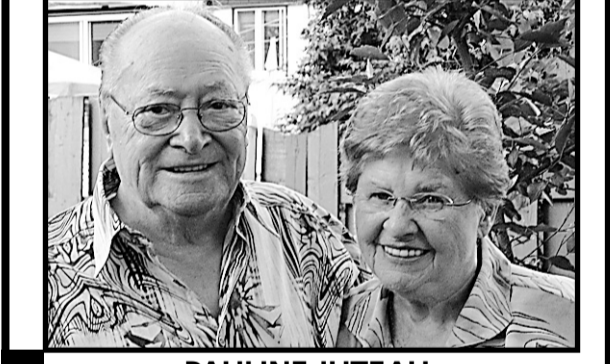
CLAUDETTE CORBEIL ET JUSTIN VEILLETTE
Le 21 septembre 1957
Joyeux 50^e anniversaire de mariage
Pour ces 50 ans d'amour et pour toutes les belles années à venir, nous vous disons : **MERCI** pour tout cet amour!
Vos enfants, leurs conjoints et vos petits-enfants



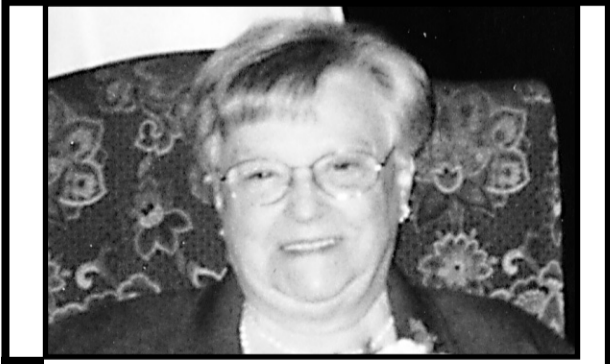
DANIEL PERRON
Joyeux 50^e anniversaire
À un fils, un frère, un mari et un père extraordinaire
Ta famille qui t'aime
Maman, Papa, Johanne, Micheline (Gilles), Jean-Yves (Nathalie), ton aimée Johanne et ta fille Marie-Ève (Hugues)



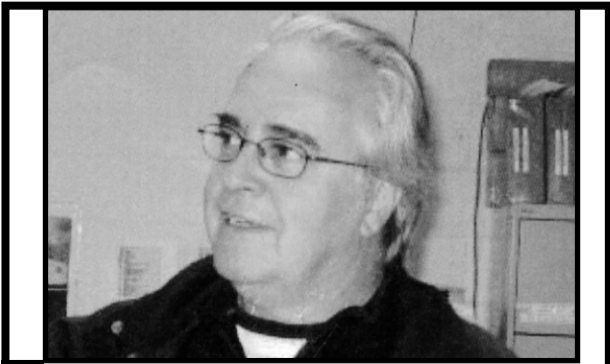
YOLANDE LAVALLÉE
FERNAND SALVAS
21 septembre 1957-2007
Félicitations pour ces 50 années de bonheur partagé avec votre famille, Longue vie à vous deux!
Vos enfants : Jacinthe (Serge), Danielle (Richard), Jean-Pierre (Julie), François (Johanne), Martin (Suzanne) et vos petits-enfants : Marc-Antoine, Pier-Alexandre, Camille, Aurélie, Olivier, Maude, Audrey, Justine.



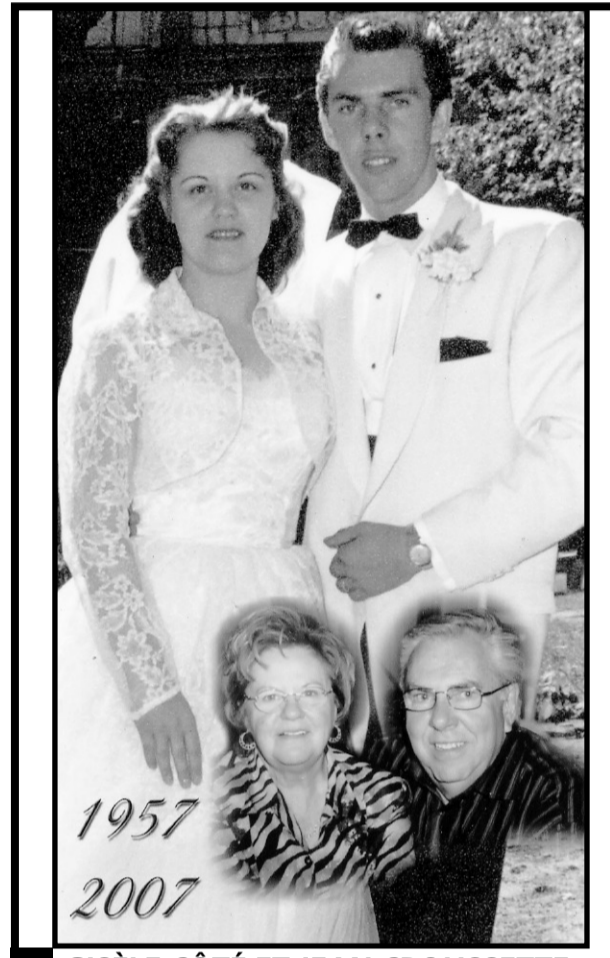
PAULINE JUTEAU
ET FERNAND CADIEUX
60^e anniversaire de mariage – 20 septembre 2007
Félicitations chers parents. Nous vous souhaitons encore de bien belles années ensemble. Gros bisous.
De vos filles, conjoints et petits-enfants.



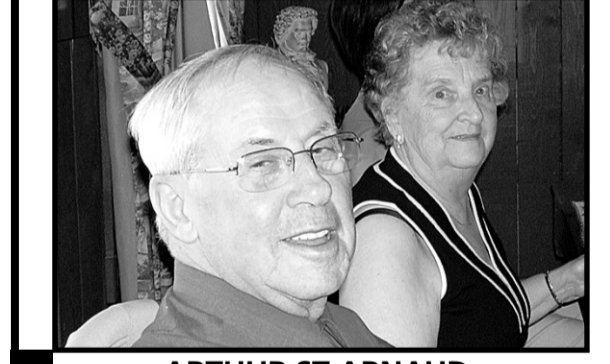
JEANNINE CHAMPOUX
Bon anniversaire à Jeannine pour ses 83 ans
De son époux Jules, de ses enfants et petits-enfants, ainsi que de ses deux arrière-petites-filles.
On t'aime!



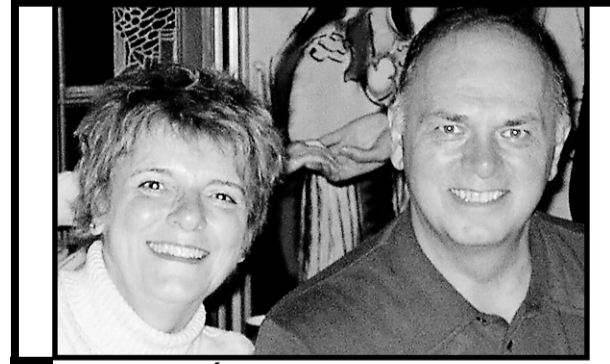
PIERRE RICHARD « GURU »
60 ANS ? Toi le gourou!
On le saura partout! Même là-bas, à **Potlava!!!**
Et en **Chine!!!** Où tu est encore « in »
De tes disciples... et, bien sûr, de ton Cœur!



GISÈLE CÔTÉ ET JEAN CROUSSETTE
50^e anniversaire de mariage
28 septembre 2007
Félicitations Gisèle et Jean, qui célébrez 50 ans de bonheur!
Quelle inspiration pour nous tous!
Recevez le témoignage de notre profonde affection. Ginette et Guy



ARTHUR ST-ARNAUD
A célébré ses 80 ans le 21 septembre 2007
BONNE FÊTE Nous t'aimons papa, papy, grand-papy.
De tes enfants Sylvie, Lise et Marc de tes gendres Gilles et Gaétan de ta bru Sandra de tes petits-enfants : Élizabeth (Patrice), Jonathan, Marilène (Simon), Nicolas et des tes arrière-petits-enfants, Mia et Léanne



ANDRÉE ET SERGE LECLERC
Célébrent leur 40^e anniversaire de mariage.
Merci pour ce si bel exemple d'amour et de persévérance.
Nous sommes très fiers de vous et nous vous aimons beaucoup. De vos 3 filles, Catherine, Julie, Marie-Hélène et de vos gendres, Yves et Marc ainsi que de vos petits-enfants qui vous adorent, Claudia, Simon et Antoine.

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER ?
Soulignez-le!
tous les dimanches dans **La Presse**
LA PRESSE
Composez le (514) 285-7274
appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363
celebrities@lapresse.ca

MONDE

L'ONU prête à s'engager davantage en Irak

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — L'Irak, ses voisins, les grandes puissances et les bailleurs de fonds ont entamé hier à New York des discussions sur la reconstruction du pays dévasté, en y engageant davantage l'ONU, malgré la violence persistante, les difficultés politiques et la corruption.

Coprésidée par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, la conférence réunit à huis clos une vingtaine de pays.

Parmi ceux-ci figurent les cinq permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et huit voisins de l'Irak: Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte,

Iran, Jordanie, Koweït, Syrie et Turquie.

Plusieurs aspects de la problématique irakienne – politique intérieure, dialogue inter-régional – devaient être abordés lors de ce forum ministériel international.

La rencontre devait d'abord traiter des moyens de concrétiser la décision de donner un rôle

accru à l'ONU en Irak, prise par le Conseil de sécurité en août dans sa résolution 1770.

Dès sa prise de fonction en janvier, M. Ban avait manifesté le désir d'engager davantage l'ONU en Irak, à l'insistance de Washington.

«Les États-Unis veulent voir davantage de responsables de l'ONU sur le terrain à Bagdad», a confirmé vendredi Kristen Silverberg, secrétaire d'État adjointe pour les organisations internationales, laissant entendre pour bientôt «un accroissement significatif».

L'ONU avait limité sa présence en Irak depuis l'attentat d'août 2003 contre son quartier général à Bagdad, dans lequel 22 personnes avaient été tuées dont son représentant spécial, Sergio Vieira de Mello.

«L'ONU veut faire son possible pour aider en Irak, en fonction de la situation en matière de sécurité et de ce que les Irakiens eux-mêmes veulent qu'elle fasse», avait déclaré mercredi à l'AFP le secrétaire général adjoint chargé des Affaires politiques, Lynn Pascoe. Il a estimé que c'était «une nécessité urgente pour l'Irak».

La conférence devait ensuite tenter de faire avancer le Contrat international d'objectifs pour l'Irak (ICI). Plus de 50 pays et organisations avaient adopté en mai en Égypte cette initiative quinquennale lancée en juillet 2006 par Bagdad et les Nations unies, avec le soutien de la Banque mondiale, pour renforcer la sécurité et redresser l'économie en Irak.

PÉROU

Fujimori risque 30 ans de prison

AGENCE FRANCE-PRESSE

LIMA, Pérou — L'ex-président péruvien Alberto Fujimori, extradité du Chili, est arrivé hier au Pérou où il est passible de 30 ans de prison pour atteintes aux droits de l'homme pendant la lutte contre la guérilla maoïste du Sentier lumineux.

Après sept ans d'absence et une longue bataille juridique perdue au Chili où il avait été arrêté en novembre 2005, l'ancien homme fort du Pérou a été rattrapé par son passé avec la décision vendredi de la Cour suprême du Chili de l'extrader vers le Pérou, la justice de son pays l'accusant de corruption et de violation des droits de l'homme.

M. Fujimori a quitté la capitale chilienne hier matin à bord d'un avion de la police péruvienne. Le vieil Antonov transportant l'ex-président a fait des escales techniques à Antofagasta (nord du Chili) et à Tacna (sud du Pérou) avant de repartir pour Lima où il était attendu hier après-midi.

À l'aéroport de Lima, des affrontements ont opposé hier quelque 300 partisans de M. Fujimori et d'importantes forces de sécurité déployées sur place. Les manifestants qui attendaient l'arrivée de l'ex-président portaient des banderoles avec l'inscription «Défendons l'innocence de Fujimori».

Sa fille, la députée Keiko Fujimori, avait appelé les

sympathisants de l'ancien chef de l'État à manifester pour lui souhaiter la bienvenue.

L'ancien homme fort du Pérou sera transféré pour quelque temps dans une caserne dans l'est de Lima. Une grande chambre aux vitres blindées et sans télévision et un petit bureau y ont été aménagés pour lui.

Le retour d'Alberto Fujimori représente un cadeau empoisonné pour l'actuel président Alan

Alberto Fujimori est accusé d'avoir ordonné la formation d'escadrons de la mort et d'avoir couvert leurs activités.

García. N'ayant pas de majorité au Parlement, le parti gouvernemental APRA a dû s'allier avec les 13 députés de l'Alliance pour l'avenir, la formation politique de M. Fujimori.

Selon les analystes, la détention de l'ex-président mettra à l'épreuve le soutien des députés fujimoristes au gouvernement d'autant plus que M. Fujimori bénéficie encore d'une certaine popularité dans les couches les plus pauvres du pays.

Après 22 mois passés au Chili, pour la plupart du temps placé en

résidence surveillée, l'ancien président (1990-2000) doit faire face au Pérou à un procès où il risque 10 ans de prison pour des cas de corruption et 30 pour des violations des droits de l'homme.

Il est accusé d'avoir ordonné la formation d'escadrons de la mort et d'avoir couvert leurs activités. Ces escadrons ont participé à deux tueries dont le bilan s'élève à 15 morts en 1991 et 1992. Parmi les victimes figuraient des femmes, des étudiants, un professeur et un enfant.

Ayant dirigé le pays d'une main de fer, M. Fujimori a envoyé dans les années 90 l'armée combattre la guérilla maoïste, une guerre qui a fait, selon les organisations des droits de l'homme, 70 000 morts et disparus.

Dans tous ces dossiers, l'accusation devra prouver que l'ancien président a eu un lien avec les escadrons de la mort.

La justice péruvienne veut mener rondement le procès, en bouclant l'affaire en quelques mois, tandis que les avocats de M. Fujimori vont essayer de jouer la montre afin de retarder le verdict aussi longtemps que possible.

Âgé de 69 ans, M. Fujimori pourrait échapper à la prison au moment où il atteindra 70 ans. La législation péruvienne accorde des remises de peine à cet âge et autorise les condamnés à purger leur peine à leur domicile.

Birmanie Des moines manifestent



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Environ 10 000 personnes, dont 4000 moines bouddhistes, ont défilé hier à Mandalay, deuxième ville de Birmanie, lors de l'une des plus grandes manifestations organisées contre la junte militaire depuis l'insurrection pro-démocratie de 1988. Un millier d'autres en ont fait de même à Rangoon, passant même devant la maison de la dissidente et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, qui les a salués.

Resultats des tirages du: 2007-09-22

649 05 08 12 40 compl. 01 03 06 04 compl. 15 39 47 20 37 49

01 02 05 06 09 13 14 21 25 26 27 33 35 41 45 47 51 62 64 65

14 17 24 25 26

3 464 9714270* 500 000 \$ 4 6348

Resultats des tirages du: 2007-09-21

7/7 1 5 000 000,00 \$ 6/7+ C 3 48 404,00 \$ 6/7 69 2 104,50 \$ 5/7 5 157 95,70 \$ 4/7 106 169 10,00 \$ 3/7+ C 95 185 10,00 \$ 3/7 880 728 Participation gratuite

Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$ Ventes totales: 12 689 858 \$

PARIEZ SUR LE FOOTBALL! DEMANDEZ LE PROGRAMME 7 OU 9.

Abonnement à la chance! LOTO MATRIQUE

Téléphonez au 1 866 628-4783

WWW.PROJETECOSPHERE.ORG

FOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'HABITATION SAINNE

SAMEDI ET DIMANCHE 29 - 30 SEPTEMBRE À BROME

150 EXPOSANTS - 40 CONFÉRENCES SUR LE SITE DE L'EXPOSITION DE BROME (BROME FAIR)

1 888 811-4928

JEAN LEMIRE CINÉASTE ET BIOLGISTE, PRÉSIDENT D'HONNEUR

PASCALLE BUSSIÈRES CONJUGIÈRE, POÏTE-PAÏOLE

28 SEPTEMBRE À 19 H 30 - COWANSVILLE CONFÉRENCE « MISSION ANTARCTIQUE » Billets en vente sur le réseau Admission www.admission.com ou 1 800 361-4595

GÉRARD CASTONGUAY

Rencontrez aujourd'hui l'artiste en toute simplicité de 13 h à 16 h

EXPOSITION du 23 septembre au 6 octobre 2007

Galerie d'art Richelieu

Aussi spacieuse qu'un musée, aussi chaleureuse qu'une maison d'amis

7903, rue Saint-Denis, Montréal (514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h Stationnement • Métro Jarry www.galerierichelieu.com

Courez la chance de gagner un panneau solaire d'une valeur de 600 \$ et plusieurs autres prix. Déposez votre coupon de participation à l'entrée du site du Projet Écosphère.

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

ADRESSE COURRIEL _____

Desjardins CONSERVATION DE LA NATURE Pour la sauvegarde du patrimoine naturel québécois

LA PRESSE MRC Brome-Missisquoi SOL AIR QUÉBEC

DES QUESTIONS? JEAN CHAREST VOUS RÉPOND.

WWW.PREMIER-MINISTRE.GOUV.QC.CA

Québec

environnement /// sauvons la planète!

Le Saint-Laurent étouffe



JEAN LEMIRE
COLLABORATION SPÉCIALE

L'auteur est biologiste, photographe et cinéaste. Il a été chef de trois missions à bord du voilier Sedna IV, dont la plus récente en Antarctique. Il signe tous les dimanches une chronique dans nos pages.

Le gouvernement organise son rendez-vous stratégique sur les algues bleues, ces fameuses cyanobactéries qui contaminent de plus en plus nos lacs et nos rivières au Québec. Une seule journée de rencontre, avec des groupes sélectionnés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, sous la présidence du premier ministre, Jean Charest.

Plusieurs groupes écologistes, écartés de la rencontre, dénoncent le huis clos de l'événement. Ils ont raison. Le but avoué de cette rencontre est d'orienter les actions à venir afin de réduire ou de prévenir la dégradation des lacs et des cours d'eau du Québec par les algues bleues. Or, on comprend mal comment cet objectif pourra être atteint en une seule journée, en excluant certains groupes écologistes ou scientifiques qui possèdent une réelle expertise dans ce dossier.

La problématique de l'eau au Québec est un vaste sujet qui mérite une politique claire et limpide. La contamination de nos lacs et de nos rivières cache un problème beaucoup plus criant qu'il n'y paraît, et il est essentiel de se pencher sur l'ensemble de la problématique avant qu'il ne soit trop tard.

Saviez-vous que le fleuve Saint-Laurent, où se déversent la majorité de nos lacs et rivières, souffre d'une importante carence

en oxygène? Dans le secteur de Rimouski-Trois-Pistoles, le taux d'oxygène, dans les eaux profondes, a diminué de façon inquiétante, passant de 38%, en 1930, à moins de 20% aujourd'hui. Des études ont montré qu'un poisson, comme la morue, qui serait contraint de séjourner dans ces eaux pour s'alimenter, aurait plus d'une chance sur deux de mourir asphyxié, et ce, en quatre jours seulement! Heureusement, les poissons peuvent toujours se déplacer, fuir pour éviter l'asphyxie, mais il n'en est rien pour bon nombre d'organismes marins, comme les étoiles de mer, les anémones ou autres organismes

du Saint-Laurent: un changement dans les courants qui alimentent le Saint-Laurent (l'apport des eaux froides du courant du Labrador semble avoir diminué en comparaison des eaux plus chaudes de l'Atlantique qui pénètrent dans le Saint-Laurent) et une contamination du Saint-Laurent de plus en plus importante causée par les nitrates et les phosphates. Cela vous rappelle quelque chose?

Au banc des accusés: la contamination organique provenant de l'agriculture, de l'élevage intensif et des égouts urbains.

Comme pour les rives de nos lacs, nous avons déboisé les rives du Saint-Laurent, éliminé nos

de Québec chaque année. Il n'est donc pas surprenant de rencontrer des concentrations importantes d'azote et de phosphore dans notre grand fleuve. Et c'est sans parler des rejets importants de nos égouts dans le Saint-Laurent que les usines de filtration n'arrivent pas à éliminer complètement. Les nitrates de notre fleuve se comparent aux phosphates de nos lacs, et la conclusion demeure: si vous nourrissez les plantes de votre cours d'eau - comme les algues -, elles vont pousser. Et si vous avez trop d'algues ou trop de matières organiques dans votre cours d'eau, il risque l'asphyxie.

La problématique de l'eau et la contamination de nos cours d'eau méritent beaucoup plus qu'une petite journée de consultation avec quelques groupes triés sur le volet. Je veux bien comprendre l'urgence d'agir pour mettre en place rapidement des solutions pour nos lacs et nos rivières avant

les printemps prochains. Mais il serait temps que l'on se penche sur cette problématique dans son ensemble, en invitant nos scientifiques de réputation internationale qui étudient ce phénomène depuis des décennies. Le rendez-vous stratégique proposé sur les algues bleues représente malheureusement l'application d'un simple diachylon sur une hémorragie-fleuve.

La problématique de l'eau et la contamination de nos cours d'eau méritent beaucoup plus qu'une petite journée de consultation avec quelques groupes triés sur le volet.

marins à mobilité limitée. Les conséquences de cette réduction importante d'oxygène ne sont pas négligeables: modification profonde de l'écosystème marin, y compris une réduction importante de la biodiversité et l'installation de nouvelles espèces plus tolérantes à la rareté de l'oxygène.

Deux phénomènes sont directement responsables de cette dégradation importante de l'écosystème

marais de filtrage et pratiqué une agriculture massive qui a permis le déversement d'engrais dans nos cours d'eau. Faut-il le rappeler, les lacs et les rivières se jettent dans le Saint-Laurent. Le déboisement le long des rives favorise l'érosion des berges, gorgées des résidus nutritifs de notre agriculture. On estime que plus de six millions de tonnes de terre érodée passent en face

CARTE POSTALE

Un rorqual bleu dans le Saint-Laurent



PHOTO JEAN LEMIRE, COLLABORATION SPÉCIALE

Un rorqual bleu souffle en surface au large de Port-Cartier. Les baleines bleues du fleuve Saint-Laurent figurent maintenant sur la liste des espèces menacées. Malgré trois décennies de recherche et de suivi de la population, les scientifiques n'ont recensé que quelques veaux (baleineaux), une donnée qui inquiète les chercheurs. Des études comparatives entre les populations de rorquals bleus d'Islande et celle du Saint-Laurent ont aussi montré des taux de contamination beaucoup plus élevés pour les baleines qui fréquentent le Saint-Laurent. On peut reconnaître individuellement les baleines bleues à partir de photographies de la pigmentation de leur peau.

LA QUESTION DE LA SEMAINE

Certains prétendent que le lac Saint-Pierre pourrait disparaître d'ici un siècle. Qu'en est-il?

- Daniel, Belœil

Nous avons longtemps cru que le lac Saint-Pierre ne subissait pas d'envasement. Or, certains scientifiques ont révisé leurs pronostics et s'inquiètent maintenant de son avenir. Le travail d'érosion des berges, dû en grande partie à la navigation et à la voie maritime, fait maintenant des ravages. Si l'on ajoute à cela le phénomène de pollution des eaux, qui surcharge ce lac peu profond, la menace est réelle. Certains croient que le lac pourrait disparaître d'ici un siècle si rien n'est fait. Un étroit chenal, bordé par de grandes étendues marécageuses, voilà le portrait dressé par certains scientifiques. Les scientifiques dénoncent encore une fois les pratiques agricoles, le déboisement des rives et un système de rejet de nos eaux usées, particulièrement celles de la grande région montréalaise, qui met moins d'une journée pour descendre le fleuve jusqu'à Sorel. Les systèmes de traitement des eaux dans le Grand Montréal, qui datent d'un quart de siècle, sont dépassés. Ils ne retiennent qu'environ 80% du phosphore et de l'azote. Si l'on ajoute à cela les eaux souillées qui arrivent directement des cours d'eau agricoles, vous avez tous les ingrédients pour un remplissage accéléré.

Visitez mon document multimédia: www.cyberpresse.ca/jeanlemire

LE PETIT TRUC DE LA SEMAINE

Saviez-vous qu'un Québécois consomme en moyenne 340 litres d'eau potable par jour? Pas besoin de réfléchir longtemps pour se rendre compte que c'est beaucoup, beaucoup trop. Si on analyse nos habitudes de consommation, on constate que la palme du gaspillage revient à... la chasse d'eau des toilettes, qui utilise 100 litres à elle seule, soit plus de 30% de notre utilisation totale. Pourtant, il serait bien facile de colmater la fuite et de mettre un frein à cette véritable hémorragie. Par exemple, nous pourrions réduire ce chiffre d'environ 20 litres en installant un réducteur de volume d'eau, disponible dans toute bonne quincaillerie, ou en plaçant une simple bouteille en plastique remplie d'eau dans le réservoir. En remplaçant notre vieille cuvette par une cuvette à faible débit, nous économiserons de 50 à 80 litres. Le décompte est impressionnant: si tous les foyers de la province s'y mettaient, des centaines de millions de litres d'eau potable seraient ainsi épargnés. Un petit geste à la portée de tous, mais qui vaut son pesant d'or! Source: Environnement Canada: www.ec.gc.ca/eco/wycd/water_f.html

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Bouillie pour les chats



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

cherchant à faire taire les critiques selon lesquelles il emploie à d'autres fins les sommes reçues en vertu de l'accord Québec-Ottawa sur l'immigration, le gouvernement Charest a publié des statistiques censées lui donner raison. Selon ces données, de 2000 à aujourd'hui, le montant consacré à l'intégration des nouveaux arrivants est passé de 107 millions à 190 millions, c'est-à-dire qu'il aurait suivi presque au cent près l'augmentation du transfert fédéral au titre de l'accord. Vérification faite, ces données sont de la bouillie pour les chats.

De 2000 à 2007, le transfert fédéral a crû de 81 millions, un bond spectaculaire de 75%. Le budget du ministère de l'Immigration a augmenté de seulement 12 millions, ou 13%. Où sont passés les 70 autres millions du fédéral? Selon les chiffres du gouvernement, les dépenses destinées à la francisation et à l'accueil des immigrants par un autre ministère, celui de l'Éducation, auraient littéralement explosé

L'augmentation des sommes consacrées à l'intégration des immigrants, dont se targue le gouvernement Charest, est factice.

(de 3 millions à 57 millions)! Les commissions scolaires offrent-elles 20 fois plus de services aux immigrants qu'il y a sept ans? Bien sûr que non. C'est que pour 2007, le gouvernement a inclus dans les dépenses du ministère de l'Éducation des services qu'en 2000, il ne considérait pas reliés à l'accord Québec-Ottawa, notamment 30

millions déboursés pour l'enseignement aux enfants d'immigrants. L'augmentation des sommes consacrées à l'intégration, dont se targue le gouvernement Charest, est donc factice.

En exigeant une enquête du Vérificateur général à ce sujet, le Parti québécois entraîne le débat sur une fausse piste. De plus, il fait preuve d'une incohérence surprenante, comme l'ADQ (et le PLQ lorsque, dans l'opposition, il soulevait la même question). Signé en 1991, l'accord Québec-Ottawa sur l'immigration prévoit un transfert fédéral sans conditions. C'est-à-dire que rien dans l'accord n'oblige le Québec à consacrer à tel ou tel domaine les sommes que lui verse chaque année le fédéral. C'est un transfert comme les aiment tous les politiciens provinciaux: la somme est versée au fonds consolidé sans que Québec ait à en justifier l'utilisation au fédéral. Il est donc surprenant d'entendre le PQ exiger que le gouvernement consacre ce transfert aux seules fins de l'accord fédéral-provincial, comme s'il s'agissait d'un transfert conditionnel.

En fait, les députés passent à côté du problème. Ce qui compte, ce n'est pas que les dépenses du Québec équivalent au transfert fédéral mais qu'elles correspondent aux besoins. À cet égard, il y a matière à inquiétude quand on sait que depuis 2000, la hausse du budget du ministère de l'Immigration (13%) n'a pas du tout suivi celle du nombre d'immigrants (40%).

Dorénavant, le ministère de l'Immigration devrait avoir la responsabilité d'évaluer l'ensemble de besoins en matière d'intégration et de déterminer les budgets nécessaires, compte tenu des seuils d'immigration retenus. Ces sommes seraient ensuite versées aux différents ministères concernés, de manière transparente. Une telle pratique évitera au gouvernement de manipuler les chiffres pour se justifier. Surtout, cela permettra de mieux planifier et de mieux financer l'intégration des immigrants.

Trancher le porc



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Le négociateur Guy Coulombe vient à peine de classer le dossier des médecins spécialistes qu'il s'en voit confier un autre tout aussi épineux: l'industrie porcine. Le ministère de l'Agriculture lui a donné un peu plus de cinq mois pour trouver comment sortir le secteur du marasme. On lui souhaite bonne chance.

Cette production jadis florissante est frappée d'une série de revers qui échappent à son contrôle et ne semblent pas près de se résorber d'eux-mêmes. De nouveaux concurrents se pointent à l'exportation, les États-Unis sapent le marché local et le dollar canadien ne cesse de grimper. L'industrie québécoise doit aussi composer avec des coûts humains et environnementaux plus élevés que ses vis-à-vis brésiliens, chiliens et américains. La récente épidémie de circo-virus a rajouté une couche de noir sur ce tableau déjà bien sombre.

Le réveil est brutal. L'an dernier, les ventes à l'étranger ont fondu de 10% par rapport à l'année précédente. La production est tombée à 7,1 millions de bêtes, 8% de moins que le sommet de 2004. Le nombre d'éleveurs a diminué de 300 en quatre ans. Sans oublier les difficultés d'Olymel, le principal transformateur, qui accuse des pertes de 150 millions. Ses employés, eux, ont dû accepter d'importantes baisses de salaire pour conserver leur boulot.

Le travail que Guy Coulombe a effectué pour les forêts publiques en fait un candidat tout désigné

pour s'occuper de cette production. Il connaît les contraintes d'une devise forte et surtout, il n'hésite pas à faire les recommandations qui s'imposent. Même lorsque celles-ci déplaisent aux parties. Cette indépendance d'esprit lui sera utile pour se frayer un chemin entre les doléances des producteurs, les ambitions des transformateurs et les attentes du gouvernement.

Grâce aux efforts de l'industrie et au soutien des contribuables québécois, le porc est devenu l'une de nos 10 principales sources de revenus d'exportation. Sa production et sa transformation emploient près de 12 000 personnes, sans compter les milliers d'emplois indirects qui en découlent. C'est une bonne raison pour s'intéresser aux difficultés que traverse le secteur, mais ça ne saurait justifier qu'on le mette sous perfusion. On a misé sur le porc à cause de ce qu'il pouvait rapporter, il faut aujourd'hui se demander s'il a encore du potentiel.

Les solutions proposées devront tenir compte des nouvelles caractéristiques des marchés et être viables à long terme. Tous les producteurs ne sont pas au bord de la faillite, loin de là. Peut-on s'inspirer des pratiques de ceux qui s'en tirent le mieux, et aider les autres à se hisser à leur niveau, plutôt que de tenter de maintenir le maximum d'entreprises non rentables à flots? La même réflexion s'impose pour la transformation.

Cette fois, Guy Coulombe n'est pas président de commission ni même médiateur. Le ministère de l'Agriculture l'a mandaté pour conduire les discussions entre les principaux acteurs de l'industrie et lui faire des recommandations. Ce mandat, il a tenu à lui donner la définition la plus large possible. Heureuse idée. Souhaitons aussi qu'il consulte un peu au-delà des représentants habituels, dont le discours bien rodé a déjà été largement entendu.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©
L'industrie de porc est frappée d'une série de revers qui ne semblent pas près de se résorber.

Le huard pourrait dépasser le dollar US

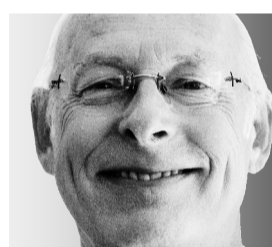


Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

Rehtorb Gib

La transparente contamination positive qui ressort de la commission Bouchard-Taylor, c'est Big Brother à l'envers



ÉGAREMENTS
PIERRE LÉGARÉ
 COLLABORATION SPÉCIALE
 BILLET

Vous savez quoi? Tout compte fait, je m'accommode finalement très bien de la commission Bouchard-Taylor.

D'abord, de sa création annoncée pendant la campagne électorale du printemps dernier. Sachant qu'on ne peut parler et réfléchir en même temps, cette décision a au moins permis de mettre cette réflexion à l'abri de nos politiciens pendant une période où ceux-ci parlent beaucoup.

Depuis qu'elle s'est mise en marche, certains ont exprimé la crainte qu'elle ne ratisse trop large, qu'elle n'entraîne divers dérapages, provoque un débat malsain, dévié et déviant sur l'immigration, qu'elle ne braque les

D'abord sur nous-mêmes. On découvre entre autres qu'on a une pensée pas mal moins monolithique sur le sujet qu'on aurait pu être porté à le croire. On constate aussi combien le niveau d'information chez tous ceux qui s'expriment peut être parfois bas ou élevé, combien varie leur connaissance de la fréquence réelle et de l'origine des demandes d'accommodement. On en apprend aussi sur leur niveau d'ouverture ou d'intolérance, leurs craintes justifiées ou non, leurs arguments fondés ou biaisés, gratuits ou intéressés, instinctifs ou réfléchis, leur réflexion pauvre ou riche, solide ou bancale.

On a droit aussi - très drôle à chaque fois - à l'éternelle présence des gérants d'estrade complète-

Tous ceux d'entre eux qui toisent aujourd'hui cette commission sont les mêmes qui, hier, nous balançaient au visage leur une, leurs manchettes, leurs photos et leurs titres gros et gras sur les dangereux accommodements.

«nous» contre les «eux» et transforme en enfer ce qui n'est somme toute que quelques flammèches.

Il n'arrivera rien de ça. Au contraire, le fait de soulever publiquement la possibilité de ces menaces va justement les prévenir. D'ailleurs, tout ce que cette commission a soulevé comme poussière, jusqu'à maintenant, retombe au sol dès le lendemain dans les bulletins de nouvelles télévisés, les textes des chroniqueurs journalistiques et les lettres ouvertes des lecteurs. Vous l'aviez aussi remarqué? Voir et nommer sa peur, c'est le début de son apaisement.

Les accommodements raisonnables, c'est comme les boutons. On peut simplement les cacher avec un onguent ou les faire péter, mais reconnaissons que c'est tout de même une bonne idée d'essayer de savoir ce qui peut bien les faire apparaître. Et jusqu'à maintenant, la récolte est très riche, souvent amusante, colorée, d'une étonnante diversité et, même lorsqu'elle est d'une ineptie à faire pleurer, elle n'est aucunement stérile parce qu'à travers tout ce qui se dit, on en apprend.

ment à côté du sujet mais qui profitent de toutes les tribunes pour faire entendre l'idiotie qu'ils serinent depuis des années à leur entourage qui les traite déjà d'épais. Consentir à se faire désormais traiter d'épais par 1000 fois plus de monde, juste pour avoir ses 15 minutes de célébrité...

On en apprend aussi sur l'éthique et les tics de nos médias. Tous ceux d'entre eux qui toisent aujourd'hui cette commission sont les mêmes qui, hier, nous balançaient au visage leur une, leurs manchettes, leurs photos et leurs titres gros et gras sur les dangereux accommodements. Ils crient aujourd'hui au mouton comme ils criaient alors au loup. Désormais on le sait: ils crient tout le temps.

Pas que les nôtres: voyez ceux du *Rest of Canada* qui s'en donnent maintenant à cœur joie. On est tous le malcommode de quelqu'un, semble-t-il.

Il y a plus encore à apprendre. Cette soupe qu'on rebrasse et qu'on va rebrasser pendant quatre mois va l'empêcher de figer. C'est ce qui nous a entre autres permis d'apprendre que, eh ben dis donc, non seulement les porteurs de

niqab ne sont que cinq au Québec mais elles n'auraient aucune réticence à le relever pour voter si on le leur demandait. Plus éclairant encore, on apprend que les «ethniques» en ont le bol encore plus ras que nous des demandeurs d'accommodements, qu'il y a tout autant de «eux» qui vont à la mosquée ou à la synagogue de la même manière que les «nous» vont à l'église: juste une fois par 10 ans, pour les funérailles d'une vieille tante qui avait trois tétines et une moustache.

La commission Bouchard-Taylor, tout comme les forums, les blogues, les lignes ouvertes, le BAPE, les tables rondes, les colloques, les sommets, les sondages, les tribunes du lecteur, les manifs, ce n'est pas qu'une soupe à célébrité instantanée.

L'accès médiatique aujourd'hui démocratisé fait de cette soupe un riche et vivant mélange de réactions, de suggestions, d'opinions, d'information, d'expressions et d'implication, de réflexions, à l'effet multiplicateur et synergique.

La connerie sortie de la bouche d'un intervenant nous amène à comparer notre propre position à la sienne, à le trouver con, à souhaiter ne pas l'être autant soi-même, à en discuter et à nous en forger une qui sera plus articulée.

En contrepartie, l'idée originale, la brillante déduction, la phrase accrocheuse, l'argument massue exprimés par d'autres nous nourrissent, nous stimulent, nous font voir autrement et plus loin que nous ne l'aurions fait seul, sans l'accès à ce bouillon de culture, la nôtre.

Cette transparente contamination positive, c'est Big Brother à l'envers.

Notre plus belle revanche collective.

REHTORB GIB



QWJHTAW 21 UOY

Qui est le caricaturiste ?



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Dans une longue entrevue au *Téléjournal* de Radio-Canada, Stéphane Dion a réfléchi à voix haute aux causes de la défaite de son parti aux trois élections partielles de lundi dernier.

Il faut saluer la candeur de Stéphane Dion, qui n'a pas hésité à faire son mea culpa. Mais je ne sais pas s'il se rendait compte qu'en se livrant ainsi, il étalait sur la place publique de terribles lacunes, l'absence chez lui de qualités essentielles pour diriger un grand parti et, à plus forte raison, un pays.

Dans cette entrevue très franche, le chef du Parti libéral du Canada me fait même l'honneur de me citer. Il se dit d'accord avec mon analyse de ses résultats électoraux. «M. Dion est un homme d'idées, écrivais-je mercredi. Et il a été jugé lundi sur ses

La caricature n'est pas si loin de la réalité. Et Stéphane Dion a très largement contribué à la façonner. Le caricaturiste, c'est lui.

idées.» Le principal intéressé estime que j'ai posé la bonne question, mais que je n'ai pas donné la bonne réponse. Ce ne sont pas ses idées qui ont été rejetées, nuance-t-il, mais bien la caricature qu'on en a faite.

Le métier de politicien consiste largement à maîtriser son message. L'acte de communication ne consiste pas seulement à contrôler ce qui sort de sa bouche, mais aussi à contrôler ce qui parviendra aux oreilles de ceux auxquels il s'adresse. Par définition, des idées complexes d'un politicien pourront être mal comprises. Par définition aussi, elles seront caricaturées par ses adversaires. Le talent politique, c'est aussi d'être capable de contrer la caricature.

Il est vrai que Stéphane Dion a plus été caricaturé que d'autres, parfois cruellement. Raison de plus pour s'attaquer à ce problème, qui n'est certainement pas nouveau. Pourquoi n'a-t-il rien fait? Et cela s'explique, à mon avis, par le fait que M. Dion n'a pas accepté le fait que les débats publics ne reposent pas seulement sur les idées. Il y a aussi les perceptions, les symboles et les émotions. Ce sont là trois ingrédients incontournables dont Stéphane Dion ne tient pas compte et qu'il ne semble pas capable de gérer.

Commençons par les perceptions. Stéphane Dion constate avec regret qu'il est perçu comme un politicien qui n'est pas «pro-québécois». Il ne peut pas avoir découvert ça cette semaine! C'est comme ça depuis la loi sur la clarté référendaire. Et cette image a été renforcée au sein de son propre parti, lors de la course au leadership. Ses positions sur la nation et le déséquilibre fiscal expliquent en bonne partie son impopularité auprès des délégués québécois et son succès chez les Ontariens, qui a contribué à sa victoire. Dès qu'il est devenu chef, on s'interrogeait, dans son propre parti, sur sa capacité de reconquérir le Québec. M. Dion savait qu'il avait une côte à remonter. Qu'a-t-il fait? Rien. Voilà un premier signal, celui d'un politicien pour qui les perceptions peuvent être balayées du revers de la main.

Il n'a pas non plus tenu compte du fait que la vie collective est nourrie par des symboles et des élans. Au Québec, que l'on aime cela ou non, l'affirmation nationale s'est exprimée depuis quelques années autour de la nation et du déséquilibre fiscal. C'est ce qui définit ceux qui sont «pro» ou «anti» québécois.

Comment a-t-il pris en compte la charge symbolique de ces enjeux? M. Dion reconnaît l'existence de la nation au sens sociologique du terme, mais il y met tellement de nuances et il a tant dénoncé la résolution de Stephen Harper qu'on se souvient bien plus de ses réticences que de son appui. Il aurait pu faire autrement, sans piler sur ses principes, par exemple en se réjouissant du fait que cette reconnaissance constitue un progrès. Quant au déséquilibre fiscal, il refuse d'en reconnaître l'existence. Il aurait, là aussi, pu agir autrement: en redéfinissant le concept au lieu de le combattre. M. Dion n'a pas voulu moduler son discours. Par orgueil et entêtement, ou parce qu'il est allergique aux symboles du nationalisme québécois? Le résultat est le même.

À cela s'ajoutent les émotions. Le jugement des gens reposera souvent sur ce qu'ils ressentent. Et ce qu'ils ont vu chez M. Dion, année après année, c'est sa façon de se braquer, l'agressivité du ton et le «body language» d'un politicien réticent dans des dossiers qu'ils associent à l'identité québécoise.

Stéphane Dion se plaint du fait qu'il doit se battre contre une caricature de lui-même. Et j'en arrive à deux conclusions. D'abord, que la caricature n'est pas si loin de la réalité. Ensuite, qu'il a très largement contribué à la façonner. Le caricaturiste, c'est lui.

Un pas en arrière

Le jugement de la Cour de l'Ontario qui permet la masturbation dans les salons de massage n'est certainement pas une avancée dans la lutte pour l'égalité entre femmes et hommes

MILAINE ALARIE
ET GENEVIÈVE LAFLEUR
Les auteures sont étudiantes en Études des femmes à l'Université d'Ottawa et s'expriment ici au nom de la Collective des luttes pour l'abolition de la prostitution (CLAP).

La CLAP désire s'opposer à la décision du juge Howard Chisvin de la Cour de l'Ontario qui déclara non coupable Valeri Ponomarev, un gérant de salon de massage exigeant de ses employées qu'elles masturbent leurs clients, sous prétexte que la masturbation d'autrui ne serait pas un acte sexuel, donc que les lois relatives à la prostitution ne s'appliqueraient pas à ce genre de pratique. Cette décision s'avère être très néfaste en ce qui concerne le droit des femmes à dénoncer le harcèlement sexuel au travail.

Le jugement rendu crée maintenant un précédent au niveau de l'interprétation des lois en matière de prostitution. Affirmer que la masturbation d'autrui n'est pas un acte sexuel banalise la pratique, ce qui pourrait influencer les patrons des salons de massage à exiger de leurs employées qu'elles offrent ce «service» à leurs clients. De plus, nier la valeur sexuelle de la masturbation d'autrui offre aux clients le droit d'exiger ce genre de pratique en toute impunité, minant ainsi le recours des femmes à dénoncer le harcèlement sexuel au travail.

Exploitation sexuelle

En plus d'avoir un impact négatif sur les conditions de travail des femmes dans les salons de massage, cette décision attaque directement les droits des femmes en banalisant l'exploitation sexuelle de ces dernières. Les répercussions de ce jugement pourraient être immenses. Les femmes prestataires de l'assurance emploi pourraient être obligées d'accepter un

Affirmer que la masturbation d'autrui n'est pas un acte sexuel banalise la pratique, ce qui pourrait influencer les patrons des salons de massage à exiger de leurs employées qu'elles offrent ce «service» à leurs clients.

emploi de massothérapeute, et ainsi, être forcées à masturber les clients, sous menace de perdre l'accès à l'aide financière gouvernementale. Cette inquiétude peut sembler farfelue,

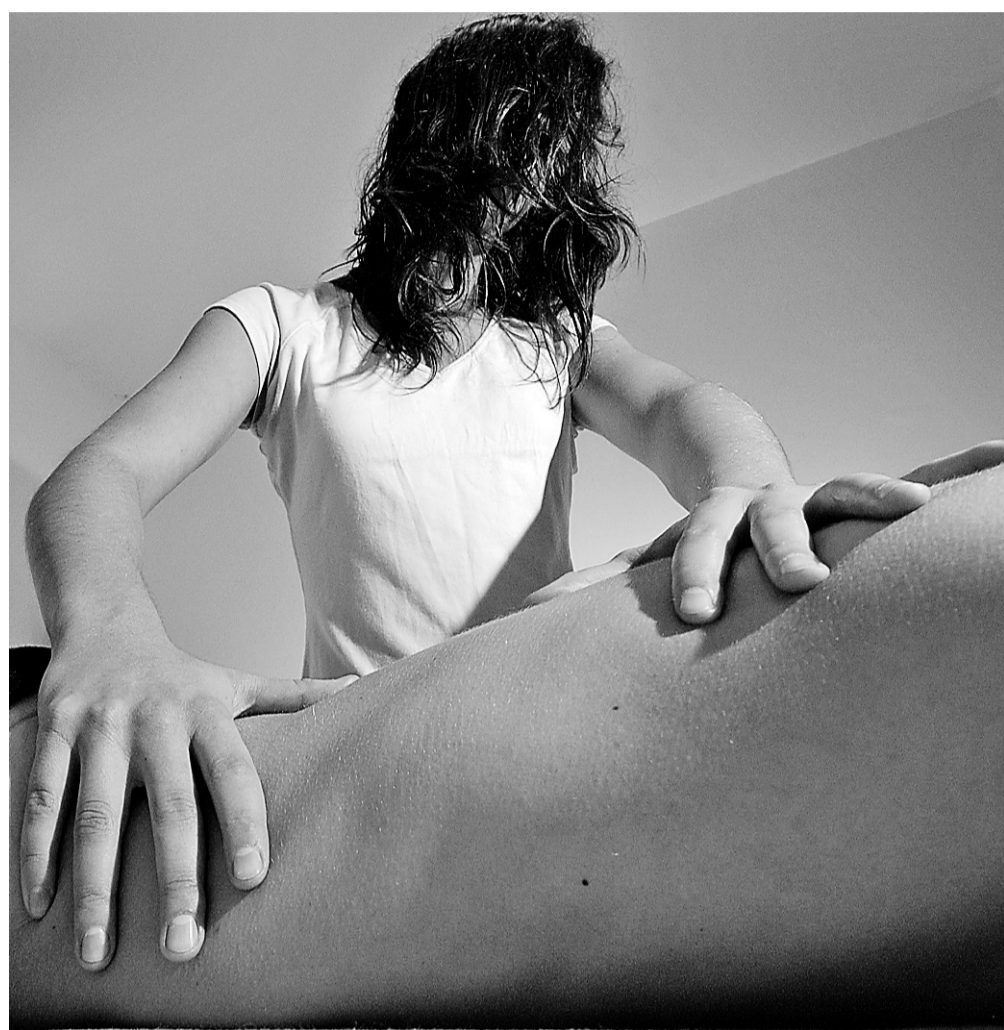


PHOTO PATRICK SANFAÇON. ARCHIVES LA PRESSE ©

En niant la connotation sexuelle de cette pratique, la Cour de l'Ontario mine le droit de toutes les femmes à vivre dans un monde où elles ne seraient pas contraintes à la prostitution.

mais pourtant, un cas semblable est survenu en 1984 lorsqu'une chômeuse montréalaise a refusé, malgré les pressions de la Commission d'assurance chômage, un «emploi» de danseuse nue. Elle a dû alerter les médias pour

femme ayant été forcée à masturber un homme pourra-t-elle encore l'accuser d'agression sexuelle?

Bref, il est primordial de comprendre que les conséquences de définir la masturbation d'autrui comme un acte non sexuel vont au-delà des conditions de travail des masseuses. En ignorant la valeur sexuelle de cette pratique, la Cour de l'Ontario mine le droit de toutes les femmes à vivre dans un monde où elles ne seraient pas contraintes à la prostitution, où elles ne seraient pas victimes d'oppression sexuelle, où elles pourraient être considérées comme des êtres humains à part entière, et non simplement comme des objets au service du plaisir sexuel des hommes.

Stéphane Dion, un paria ?



PIERRE-PAUL GAGNÉ

POST-SCRIPTUM

Il y avait quelque chose d'irréel, lundi soir dernier, de voir les péquistes/bloquistes se féliciter de façon aussi ostentatoire de la victoire du néo-démocrate fraîchement converti Thomas Mulcair aux dépens du libéral Jocelyn Coulon.

Quelle ironie de constater que des milliers d'électeurs bloquistes de février 2006, dans Outremont, auront déserté leur parti et sa plate-forme indépendantiste, à peine 18 mois

Neuf mois plus tard, M. Dion n'a toujours pas réussi à remplir de quelque façon que ce soit le fossé qui le sépare des francophones du Québec.

plus tard, pour voter pour le candidat du parti le plus centralisateur du Canada. Le parti le plus énergiquement opposé, à travers les ans, à ce que les provinces canadiennes acquièrent davantage de pouvoirs.

Pourquoi une telle désertion? Beaucoup, en votant pour Thomas Mulcair, ont sans doute voulu appuyer l'homme qui s'était opposé au projet de privatiser une partie du mont Orford. Et beaucoup d'autres ont sans doute voulu explorer de nouvelles avenues politiques au moment où le projet d'indépendance est repoussé aux calendes grecques par

la cheffe même du Parti québécois, Pauline Marois.

Mais surtout, bon nombre ont voté contre Stéphane Dion, ce «paria» si détesté par les indépendantistes, qui lui reprochent principalement d'être à l'origine de la loi sur la clarté référendaire, d'être anti-Québécois et d'être le fidèle successeur des Trudeau et des Chrétien.

Chez nos lecteurs, il fallait lire, dès l'annonce des premiers résultats, les courriels jubilatoires de bloquistes ne cherchant pas à camoufler leur profonde détestation du chef libéral:

«De Stéphane Dion aux Québécois: la clarté référendaire. Des Québécois à Stéphane Dion: la clarté électorale. Voilà qui est extrêmement jouissif!» (Serge M. Vaillancourt)

«Et puis, Stéphane, est-ce que les résultats des partielles sont suffisamment clairs? Les francophones ont écouté et décidé. Les libéraux fédéraux ne sont pas une option respectable et franche pour représenter les intérêts des francophones du Québec.» (Pierre S. Lefebvre)

«Dommage pour Jocelyn Coulon, un type brillant que j'admire depuis longtemps.

Par contre, c'était plutôt amusant de l'entendre patiner pour défendre son (pitoyable) chef lors d'entrevues à la radio.» (Louis Lechasseur)

«Stéphane Dion a eu ce qu'il méritait. Son mépris des Québécois se retourne maintenant contre lui. Jamais je ne voterai libéral tant qu'il sera le chef de ce parti!» (René Codère)

«À voir tant de souverainistes et de fédéralistes d'Outremont voter pour un parti habituellement ignoré, force est de constater l'occasion d'asséner un camouflet au chef du PLC a eu beaucoup plus de poids que leurs allégeances partisans. Le phénomène a une telle ampleur qu'une reconquête

de l'opinion publique par le chef libéral apparaît très improbable. Adieu Stéphane Dion.» (Christian Gagnon)

=====

Le 2 décembre dernier, le soir de l'élection de Stéphane Dion à la direction du Parti libéral du Canada, j'avais demandé à nos lecteurs, par l'entremise de Cyberpresse, s'ils croyaient que la page était définitivement tournée sur le scandale des commandites maintenant que le PLC avait un nouveau chef.

Aussi incroyable que celui puisse paraître et même si le nom de M. Dion n'avait jamais été mentionné au cours de l'enquête du juge Gomery, un grand nombre de nos lecteurs avaient répondu que le nouveau chef libéral était «aussi corrompu que tous les autres» et qu'on ne pouvait certes pas dire que la page était tournée avec son arrivée. Pour la plupart de nos lecteurs, il était évident que M. Dion ne serait jamais capable de devenir un chef politique populaire et respecté au Québec.

Neuf mois plus tard, on l'a constaté lundi, M. Dion n'a toujours pas réussi à remplir de quelque façon que ce soit le fossé qui le sépare des francophones du Québec.

Pendant ce temps, de nombreux indépendantistes, tels Sylvio Le Blanc regardent d'un œil dubitatif, voire incrédule, l'évolution de la situation en regard de la cause dans laquelle ils croient: «Les ex-bloquistes et ex-nationalistes savent-ils qui est le nouveau néo-démocrate Mulcair? Un fédéraliste encore plus fédéraliste que Jean Charest, qui a choisi bien entendu le parti fédéraliste le plus centralisateur qui soit. Le Québec ne fera jamais la souveraineté, pour la très simple raison qu'il s'y trouve trop d'amnésiques.»

N'est-ce pas le rire franc de Stephen Harper que l'on entend depuis la colline parlementaire, à Ottawa?



De la saisie à la lecture, constatez la qualité stupéfiante de l'appareil α 700 de Sony

C'est l'appareil SLR numérique que vous attendiez depuis toujours, avec son capteur SCOM Sony à 12,24 mégapixels efficaces - Exmor^{MC} à conversion A/N sur puce et double circuit d'annulation de bruit pour obtenir des images claires, à faible bruit et ce, même aux réglages à haute sensibilité. Le processeur d'image évolué « Bionz » de Sony produit des images riches en détails, en contraste et en couleurs, tout en maintenant un temps de réponse rapide. Le système

de stabilisation d'image Super SteadyShot^{MD} intégré au boîtier permet de saisir avec l'appareil en main à des vitesses d'obturateur de 2,5 à 4 pas plus lents qu'il ne serait autrement possible. Le α 700 est doté d'un terminal HDMI intégré pour connexion directe à un téléviseur HD afin de visionner vos photos à l'aide de la superbe qualité de PhotoTV HD sur un grand écran haute définition BRAVIA^{MD}. Et le grand écran ACL Xtra Fine de 3 pouces à 921 000 points offre un visionnement de photos de haut calibre.



Pour plus d'information, visitez
www.fr.sonystyle.ca/dslr



Exmor^{MC}
CMOS Sensor

BIONZ



HDMI

Incomparable^{MC}

MD/MC Sony, α , Exmor, Bionz, Super SteadyShot et Bravia, ainsi que leurs logos, sont des marques de commerce ou des marques déposées de Sony Corporation. Tous les autres noms de compagnies et de produits susmentionnés sont utilisés aux fins d'identification seulement, et peuvent être des marques de commerce ou des marques déposées de leurs propriétaires respectifs.

551074A